



Réunion des États parties

Distr. générale
17 avril 2023
Français
Original : anglais

Trente-troisième Réunion

New York, 12-16 juin 2023

Point 11 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Examen des questions administratives et budgétaires
concernant le Tribunal international du droit
de la mer : rapport du commissaire aux comptes
pour la période financière 2022**

Rapport du commissaire aux comptes pour la période financière 2022 et états financiers du Tribunal international du droit de la mer au 31 décembre 2022

(Présenté par le Tribunal)

1. En octobre 2022, puis en janvier et février 2023, BDO AG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft (ci-après, le « commissaire aux comptes ») a vérifié les états financiers du Tribunal international du droit de la mer pour la période financière du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 et remis son rapport le 15 février 2023 (voir annexe). Il a également vérifié certains aspects des procédures opérationnelles du Tribunal, ainsi qu'il est indiqué dans la lettre de mission du 21 décembre 2020 signée par la Greffière du Tribunal.
2. Dans son rapport, le commissaire aux comptes indique qu'au vu des renseignements obtenus durant la vérification, les états financiers joints présentent une image fidèle de l'actif, du passif et de la situation financière du Tribunal au 31 décembre 2022 et des résultats financiers de ce dernier pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.
3. L'article 12.8 du Règlement financier est libellé ainsi : « Le Tribunal examine les états financiers et les rapports du Commissaire aux comptes et les transmet à la Réunion des États parties, en y joignant les observations qu'il juge appropriées. »

* SPLOS/33/L.1.



Annexe

Rapport du commissaire aux comptes pour la période financière 2022 et états financiers du Tribunal international du droit de la mer au 31 décembre 2022

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Mission	3
II. Rapport du commissaire aux comptes	3
III. Objet de la vérification	5
IV. Nature et étendue de la vérification	6
V. Explications relatives aux écritures comptables	8
VI. Constatations faites à l'issue de la vérification élargie	9
VII. Déclaration finale et signature des commissaires aux comptes	9
Appendices	
I. États financiers du Tribunal international du droit de la mer	10
État de la situation financière au 31 décembre 2022	10
État des résultats financiers pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022	12
État des variations de l'actif net/de la situation nette pour la période du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022	13
État des flux de trésorerie pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022	14
État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs pour la période financière du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022	15
Notes relatives aux états financiers pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022	17
II. État au 31 décembre 2022 des contributions versées au Tribunal international du droit de la mer de 1996 à 2022	34
III. Rapports sur la gestion des contributions versées au Tribunal international du droit de la mer	41
A. Fonds de la Nippon Foundation pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022	41
B. Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022	42
C. Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022	43
IV. Procédures de vérification des comptes et résultats de la vérification élargie	44

Note : L'arrondissement des montants et des pourcentages peut être à l'origine de légères divergences.

I. Mission

À la trentième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue le 9 décembre 2020, nous avons été nommés commissaires aux comptes du Tribunal international du droit de la mer (Hambourg) pour la période financière du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. La Greffière du Tribunal nous a par conséquent chargés de vérifier les états financiers du Tribunal pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, conformément aux articles 317 et suivants du Code de commerce allemand, à l'exception du fait que la langue originale de l'opinion d'audit est l'anglais, et aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Conformément à l'article 321, paragraphe 4 a), du Code de commerce allemand, nous certifions avoir procédé à la vérification des états financiers dans le respect des exigences d'indépendance applicables.

Le présent rapport est destiné au seul usage du Tribunal.

L'accomplissement de notre mission et l'exercice de nos responsabilités – cela vaut également à l'égard de tiers – sont régis par les conditions particulières du commissaire aux comptes et par les conditions générales applicables aux experts-comptables et cabinets d'experts-comptables allemands, telles que modifiées le 1^{er} janvier 2017 (voir [SPLOS/30/3](#), annexe I, appendices II et III).

II. Rapport du commissaire aux comptes

Les états financiers du Tribunal pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 sont joints au présent rapport (voir appendice I). Ils comprennent l'état des résultats financiers (état II), l'état de la situation financière (état I), l'état des variations de l'actif net/de la situation nette (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV), l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs (état V) et les notes relatives aux états financiers dans la version pour laquelle le commissaire a émis une opinion sans réserve, signée à Lübeck le 15 février 2023.

À l'attention du Tribunal international du droit de la mer

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints du Tribunal international du droit de la mer (Hambourg) qui couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Ils comprennent l'état des résultats financiers, l'état de la situation financière, l'état des variations de l'actif net/de la situation nette, l'état des flux de trésorerie, l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs et les notes relatives aux états financiers, y compris un récapitulatif des principales conventions comptables et d'autres notes explicatives.

Opinion d'audit

Notre opinion, au vu des renseignements obtenus durant la vérification, est que les états financiers ci-joints présentent une image fidèle de l'actif, du passif et de la situation financière du Tribunal au 31 décembre 2022 et des résultats financiers de ce dernier pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, conformément aux normes IPSAS.

Conformément à la première phrase du paragraphe 3 de l'article 322 du Code de commerce allemand, nous déclarons que notre vérification n'est assortie d'aucune réserve quant à la conformité juridique des états financiers consolidés.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre vérification des états financiers dans le respect de l'article 317 du Code de commerce allemand, à l'exception du fait que la langue originale de l'opinion d'audit est l'anglais, et des normes allemandes de vérification généralement acceptées qui ont été promulguées par l'Institut allemand des experts-comptables. Les responsabilités qui nous incombent au regard de ces règles et principes sont exposées en détail à la section correspondante ci-après. Nous sommes indépendants du Tribunal, comme nous y obligent les normes professionnelles allemandes, et nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités professionnelles au regard du droit allemand en conformité avec ces normes. Nous estimons que les justificatifs obtenus durant l'audit constituent une base suffisante et appropriée pour fonder notre opinion sur les états financiers.

Responsabilités de la Greffière en matière d'états financiers

La Greffière a la responsabilité d'établir des états financiers conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux normes IPSAS et donnant une image fidèle de l'actif, du passif, de la situation financière et des résultats financiers du Tribunal. En outre, elle a la responsabilité de faire procéder aux contrôles internes jugés nécessaires pour permettre l'établissement d'états financiers exempts de toute inexactitude significative résultant d'une fraude ou d'une erreur.

Lors de l'établissement des états financiers, la Greffière veille à évaluer la capacité du Tribunal à poursuivre son activité. Elle se doit également d'y divulguer, le cas échéant, toute question qui se rapporte à cette poursuite d'activité et d'établir les états financiers selon le principe comptable de la poursuite d'activité, sous réserve de toute incompatibilité avec des circonstances de fait ou de droit.

Responsabilités du commissaire aux comptes concernant la vérification des états financiers

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont, dans leur ensemble, exempts d'inexactitudes significatives résultant d'une fraude ou d'une erreur et de produire un rapport d'audit qui contienne notre opinion sur ces états financiers.

Même si une assurance raisonnable est un degré élevé d'assurance, elle ne garantit pas que la vérification menée en conformité avec les normes allemandes de vérification généralement acceptées qui ont été promulguées par l'Institut allemand des experts-comptables permettra nécessairement de détecter toutes les inexactitudes significatives. De telles inexactitudes peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées significatives si on peut raisonnablement s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles influencent les décisions économiques prises par des utilisateurs sur la base de ces états financiers.

Nous avons fait preuve de jugement et d'esprit critique professionnels tout au long de la vérification. De même, nous avons :

- Déterminé et analysé les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers résultant de fraudes ou d'erreurs, élaboré et appliqué des procédures de vérification en réponse à ces risques et obtenu des justificatifs suffisants et appropriés sur lesquels fonder notre opinion. Le risque lié à la non-détection d'une inexactitude significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une erreur car toute fraude implique un risque de collusion, de contrefaçon, d'omissions volontaires, de déclarations mensongères ou de contournement des procédures de contrôle interne ;

- Obtenu une compréhension des procédures de contrôle interne pertinentes pour la vérification des états financiers afin d'élaborer des procédures de vérification adaptées aux circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du système en question du Tribunal ;
- Analysé la validité des normes comptables appliquées par la Greffière et la plausibilité des estimations faites par ladite Greffière, et des présentations y relatives ;
- Apprécié la validité de l'emploi fait par la Greffière de la norme comptable de la poursuite d'activité et, au regard des justificatifs obtenus, apprécié si des incertitudes significatives existaient quant aux événements ou conditions qui étaient susceptibles de faire sérieusement douter de la capacité du Tribunal à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence de telles incertitudes, nous sommes tenus de signaler dans notre rapport les informations correspondantes fournies dans les états financiers ou, si ces informations sont insatisfaisantes, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les justificatifs obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Toutefois, il n'est pas exclu que des événements ou des conditions surviennent à l'avenir qui forcent le Tribunal à cesser ses activités ;
- Évalué globalement la présentation, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations à fournir, et analysé si les états financiers présentent les opérations et événements sous-jacents de manière à donner une image fidèle de l'actif, du passif, de la situation financière et des résultats financiers du Tribunal conformément aux normes IPSAS.

Nous nous sommes concertés avec les instances de direction concernant notamment l'étendue et le calendrier de la vérification et les principales constatations d'audit, y compris toute déficience majeure des mesures de contrôle interne que nous aurions pu détecter durant notre vérification.

III. Objet de la vérification

L'objet de notre mission était de vérifier les comptes et les états financiers pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, comprenant l'état des résultats financiers, l'état de la situation financière, l'état des variations de l'actif net/de la situation nette, l'état des flux de trésorerie, l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs et les notes relatives aux états financiers, établis conformément aux normes IPSAS.

Notre mission a été étendue, à la demande du Tribunal, à la vérification de certains aspects des procédures opérationnelles pour la période financière du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Son objet était donc de savoir si :

- a) Les dépenses engagées durant la période financière l'avaient été en conformité avec les normes IPSAS ;
- b) Les dépenses engagées avaient été dûment autorisées par la partie désignée à cet effet dans le Règlement du Tribunal ou dans le Règlement financier et les règles de gestion financière du Tribunal ;
- c) Les fonctionnaires et les personnes rémunérées par le Tribunal avaient été recrutés ou engagés dans le respect des procédures prévues dans le Règlement du Tribunal ou les Statut et Règlement du personnel du Tribunal ;

d) Les biens et services avaient été acquis dans le respect des procédures prévues dans le Règlement financier et les règles de gestion financière du Tribunal et dans les normes IPSAS ;

e) Les biens et services acquis l'avaient été dans les limites du budget approuvé, avaient été correctement consignés et étaient non excessifs au regard de la situation du Tribunal et de ses fonctions ;

f) Les contributions versées au Tribunal par la Nippon Foundation, le Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer et le Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée, qui sont déposées sur des comptes de fiducie distincts, étaient gérées conformément aux mémorandums et aux mandats pertinents.

IV. Nature et étendue de la vérification

En ce qui concerne la nature et l'étendue de la mission accomplie, nous renvoyons à la description générale du fondement de notre opinion ainsi que des responsabilités du commissaire aux comptes concernant la vérification des états financiers, qui figurent aux sections correspondantes de notre rapport, lequel fait l'objet de la section II du présent rapport.

À cet égard, nous tenons à fournir des éléments d'explication dans les paragraphes qui suivent.

Méthode de vérification axée sur les risques

Notre méthode de vérification axée sur les risques, outre qu'elle est conforme aux normes comptables internationales, se fonde sur l'élaboration d'une stratégie d'audit. L'analyse des risques que cela implique repose sur l'évaluation de la situation du Tribunal, du risque et du contexte opérationnels, et du système de contrôle comptable interne du Tribunal.

Pour évaluer le risque d'inexactitudes significatives dans les états financiers, nous avons déterminé et analysé les risques tant au niveau des états financiers qu'à celui des assertions. Par ailleurs, nous avons classé ces risques par catégories et mis en évidence les risques significatifs exigeant une attention particulière durant la vérification et ceux pour lesquels les procédures de corroboration ne permettaient pas à elles seules d'obtenir des justificatifs suffisants. Selon la définition donnée dans les normes d'audit, les risques significatifs comprennent aussi le risque que l'administration contourne les procédures de contrôle interne et le risque de fraude dans la comptabilisation des recettes.

À la lumière de notre analyse des risques, nous avons déterminé les domaines devant être vérifiés et les critères correspondants (assertions contenues dans les états financiers) ainsi que les principaux aspects de la vérification, et mis au point des programmes d'audit. La nature et l'étendue des diverses procédures de vérification sont détaillées dans le plan de vérification.

Parmi les procédures utilisées pour l'obtention des justificatifs ont figuré des tests de conception, des procédures de corroboration analytiques et des tests de détail (qui sont d'autres procédures de corroboration) pour les domaines d'audit sélectionnés. Il a ainsi été tenu compte du critère de l'importance relative.

Description de la procédure de vérification

Nous avons divisé notre procédure de vérification en différentes étapes, de l'obtention et l'acceptation de la mission à la conclusion de celle-ci et à l'archivage des documents. Ces étapes sont représentées dans le tableau ci-après.

Étape 1	Étape 2	Étape 3	Étape 4
Définition de l'objet de la mission et acceptation de la mission	Évaluation des risques et élaboration de la stratégie d'audit	Recueil de justificatifs	Conclusion de l'audit et établissement du rapport d'audit
<ul style="list-style-type: none"> • Décision quant à l'acceptation ou à la poursuite de la mission, après évaluation de l'indépendance • Coordination du type et de l'étendue de la mission, y compris détermination des points clés de vérification supplémentaires • Mise en place des ressources professionnelles nécessaires en tenant compte des principes professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension des résultats du groupe et de l'activité • Évaluation de la validité du système de contrôle comptable interne • Détection des risques d'inexactitudes significatives • Élaboration et définition de la stratégie axée sur le risque et du plan d'audit 	<ul style="list-style-type: none"> • Application des procédures de vérification des comptes en réponse aux risques • Évaluation de la pertinence et de la fiabilité des justificatifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation d'une opinion générale sur la base des résultats de l'audit • Établissement d'un rapport sur les résultats de l'audit

Les étapes représentées tiennent compte des normes comptables allemandes généralement acceptées pour la vérification des états financiers promulguées par l'Institut allemand des experts-comptables. Dans un premier temps, nous avons donc procédé à une vérification de la validité du système de contrôle comptable interne du Tribunal (évaluation de la conception). Grâce aux enseignements tirés de l'examen de la conception et de l'exécution des procédures de contrôle interne destiné à évaluer le risque d'inexactitudes significatives, nous avons pu définir et préciser la nature, l'étendue et le calendrier des tests du contrôle, des procédures d'audit analytiques, le cas échéant, et des tests de détail à réaliser en vue d'objectifs d'audit spécifiques.

Toutes les procédures d'audit ont été menées sur un échantillon d'éléments sélectionnés de manière spécifique ou représentative. Chaque échantillon a été sélectionné en fonction des enseignements tirés de l'évaluation du système de contrôle comptable interne et en fonction de la nature et de l'étendue des procédures opérationnelles.

Les principaux domaines sur lesquels a porté la vérification étaient les suivants :

- Procédure de clôture des états financiers ;
- Conception, exécution et efficacité des procédures de contrôle interne dans les procédures relatives aux contributions et aux dépenses ;
- Contributions à recevoir des États parties ;
- Contributions reçues d'avance ;
- Principaux postes de dépenses.

Pour les besoins des tests de détail, nous avons reçu confirmation des soldes bancaires ou des relevés de compte auprès des banques où le Tribunal a des comptes.

Notre mission de vérification s'est déroulée en octobre 2022 (vérification intermédiaire), puis en janvier et février 2023 (jusqu'au 15 du mois).

À l'issue de la vérification, la Greffière nous a délivré une lettre de déclaration datée du 15 février 2023, certifiant l'exhaustivité de toutes les explications et de tous les justificatifs qui nous ont été fournis ainsi que celle des écritures comptables et des états financiers. Elle nous a fourni toutes les explications et justificatifs demandés.

V. Explications relatives aux écritures comptables

Normes comptables

Les états financiers pour la période financière du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 que nous avons vérifiés sont joints au présent rapport (voir appendice I). Notre opinion, fondée sur les constatations issues de notre vérification, est qu'ils ont été établis en conformité avec les normes IPSAS.

L'état des résultats financiers, l'état de la situation financière, l'état des variations de l'actif net/de la situation nette, l'état des flux de trésorerie et l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs ont été dûment établis sur la base des livres comptables et des autres documents vérifiés. Les sommes figurant au bilan d'ouverture ont été soigneusement reportées depuis les états financiers de la période précédente. Les règles en matière de comptabilisation, de présentation et d'évaluation applicables au Tribunal ont été respectées. Les notes relatives aux états financiers comportent toutes les informations et explications requises ainsi que des informations supplémentaires.

Bases d'évaluation pertinentes

Les conventions comptables et les méthodes d'évaluation sont expliquées dans les notes relatives aux états financiers (voir appendice I).

Il ressort de notre examen que les principes comptables utilisés par le Tribunal ont été appliqués de façon constante par rapport à la période financière précédente.

Nous présentons ci-après l'application détaillée des principes de comptabilisation et d'évaluation qui, à notre avis, sont les plus importants :

- Les actifs du Tribunal au titre des immobilisations corporelles s'élèvent à 49 227 287 euros. Selon l'Accord entre le Tribunal international du droit de la mer et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'occupation et à l'utilisation des locaux du Tribunal international du droit de la mer dans la Ville libre et hanséatique de Hambourg, le Gouvernement allemand est convenu de transférer au Tribunal, à titre permanent, les locaux, exempts de loyer, avec le droit de les occuper et d'en faire usage à compter du 6 novembre 2000. Le bâtiment (bâtiment principal, villa, pavillon de la sécurité et parking visiteurs) et tous ses actifs ont été inscrits à l'actif au 1^{er} janvier 2021 à la suite de l'adoption des normes IPSAS pour la période comptable. Le bail du bâtiment a été comptabilisé comme accord de « droit d'usage » à titre gracieux et donc comptabilisé comme bail financier conformément aux directives de l'ONU sur les normes IPSAS. Le solde d'ouverture des actifs du bâtiment a été calculé à partir des valeurs comptables du bâtiment en 2017 communiquées au Tribunal par l'Institut fédéral allemand de l'immobilier ;

• Pour les régimes à prestations définies, le calcul des obligations et des coûts se fait selon la méthode des unités de crédit projetées. Le montant des prestations est fonction des périodes de service. La valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies correspond à la valeur actuelle des paiements futurs attendus qui sont nécessaires pour éteindre l'obligation résultant des services fournis par le personnel durant la période en cours et les périodes antérieures. Elle est calculée à partir d'hypothèses actuarielles impartiales et mutuellement compatibles. Les autres avantages du personnel à long terme comprennent les indemnités de cessation de service, dont les primes de rapatriement et de réinstallation, et sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées.

VI. Constatations faites à l'issue de la vérification élargie

L'examen des procédures opérationnelles, y compris concernant l'administration du Fonds de la Nippon Foundation, du Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer et du Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée, n'a donné lieu à aucune réserve. Nous renvoyons à nos procédures de vérification et aux explications qui figurent à l'appendice IV.

VII. Déclaration finale et signature des commissaires aux comptes

Nous confirmons avoir procédé à la vérification des états financiers dans le respect des règles applicables sur l'indépendance.

Nous avons établi le présent rapport sur la vérification des états financiers du Tribunal international du droit de la mer (Hambourg) pour l'année financière allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 conformément aux normes juridiques et aux normes allemandes de vérification des états financiers généralement acceptées actuellement en vigueur (normes AuS 450) qui ont été promulguées par l'Institut allemand des experts-comptables.

Le rapport d'audit que nous avons établi fait l'objet de la section II (ci-dessus) du présent rapport.

Lübeck, le 15 février 2023

BDO AG

Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

(Signé) (Lüthje)
Wirtschaftsprüfer
(expert-comptable allemand)

(Signé) (Wißmann)
Wirtschaftsprüfer
(expert-comptable allemand)

Appendice I

États financiers du Tribunal international du droit de la mer

État de la situation financière au 31 décembre 2022

(Euros)

	Note	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	7 398 814	10 593 108
Placements	5	4 000 000	-
Contributions statutaires à recevoir	6	1 420 386	1 284 209
Remboursement de taxes	7	286 755	231 592
Créances diverses	8	180 441	79 446
Charges constatées d'avance	9	102 246	63 962
Total actifs courants		13 388 642	12 252 317
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	10	255 059	288 700
Immobilisations corporelles, bâtiment	10	49 022 228	52 108 749
Total actifs non courants		49 277 287	52 397 449
Total actifs		62 665 929	64 649 766
Passifs			
Passifs courants			
Dettes et charges à payer	11	(92 359)	(136 275)
Contributions reçues d'avance	12	(4 753 285)	(4 926 911)
Avantages du personnel	13	(280 420)	(264 744)
Obligations de l'exercice en cours	14	(44 954)	(1 214)
Total passifs courants		(5 171 018)	(5 329 144)
Passifs non courants			
Avantages du personnel	15	(21 842 855)	(25 356 998)
Restitution des économies des années précédentes	16	(413 271)	(31 265)
Autres passifs non courants	17	(49 056 725)	(52 159 377)
Total passifs courants		(71 312 851)	(77 547 640)
Total passifs		(76 483 869)	(82 876 784)
Actif net/situation nette			
Fonds de roulement	18	(1 309 132)	(1 309 132)
(Excédent)/déficit de la période antérieure	19	14 327 856,	(2 963 084)
(Excédent)/déficit pour la période	19	799 216,	(1 057 320)

	<i>Note</i>	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
Déficit lié à l'application des normes IPSAS Compte collectif	19	–	23 556 554,
Total actif net/situation nette		13 817 940	18 227 018
Total passifs et actif net/situation nette		(62 665 929)	(64 649 766)

Abréviation : IPSAS = Normes comptables internationales pour le secteur public.

État des résultats financiers pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

(Euros)

	Note	2022	2021
Produits			
Contributions statutaires (appendice II)	20	(12 077 500)	(12 077 500)
Autres produits			
Économies par annulation d'engagements précédents	21	–	(47 917)
Gains de change	22	(28 733)	(13 634)
Produits divers	23	(3 096 241)	(3 097 729)
Actifs comptabilisés en début de période financière		–	163 131
Produit des placements	24	(4 276)	–
Total produits		(15 206 750)	(15 073 649)
Charges			
Traitements, indemnités et avantages du personnel	25	8 504 601	8 720 515
Rémunération et indemnités du personnel surnuméraire	26	464 970	170 343
Fournitures et consommables	27	232 759	206 704
Amortissements	28	3 169 932	3 165 715
Voyages	29	251 055	114 444
Autres charges de fonctionnement	30	1 659 634	1 609 283
Pertes de change	31	1 723 015	29 325
Total charges		16 005 966	14 016 329
(Excédent)/déficit pour la période		799 216	(1 057 320)
Autre (excédent)/déficit intégral			
(Excédent)/déficit cumulé, actifs		–	(241 597)
Application des normes IPSAS au 1 ^{er} janvier 2021		–	23 556 554
Total résultats financiers		799 216	22 257 637

Abréviation : IPSAS = Normes comptables internationales pour le secteur public.

État des variations de l'actif net/de la situation nette pour la période du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022

(Euros)

	2021
Fonds de roulement au 31 décembre 2020	1 309 132
Excédent des périodes antérieures à 2020	2 114 141
Excédent de la période antérieure 2020	607 346
Actif net/situation nette au 31 décembre 2020	4 030 619
Immobilisations corporelles	163 131
Actifs immobiliers	55 193 722
Engagements pour avantages du personnel courants	(260 377)
Engagements pour avantages du personnel non courants	(23 459 308)
Autres passifs non courants	(55 193 722)
Ajustements du solde d'ouverture IPSAS à l'actif net/la situation nette	(23 556 554)
Solde d'ouverture IPSAS au 1^{er} janvier 2021	(19 525 935)
Excédent/(déficit) pour la période financière 2021	1 057 321
Excédent cumulé – actifs	241 597
Total fluctuations durant l'année	1 298 918
Total actif net/situation nette au 31 décembre 2021	(18 227 017)
	2022
Excédent/(déficit) pour la période financière 2022	(799 216)
Variations de l'actif net	–
Écarts actuariels liés aux engagements pour avantages du personnel	5 591 466
Restitution de l'excédent 2019-2020	(384 387)
Excédent cumulé – actifs	1 214
Total fluctuations durant l'année	4 409 077
Total actif net/situation nette au 31 décembre 2022	(13 817 940)

Abréviation : IPSAS = Normes comptables internationales pour le secteur public.

État des flux de trésorerie pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

(Euros)

	2022	2021
Flux de trésorerie d'activités opérationnelles		
Excédent/(déficit) pour la période (état II)	(799 216)	1 057 320
Dépréciations	3 169 932	3 165 715
(Hausse) baisse Contributions à recevoir	(136 177)	334 230
(Hausse) baisse Remboursements de taxes	(55 163)	(116 479)
(Hausse) baisse Créances diverses	(100 995)	(25 238)
(Hausse) baisse Charges constatées d'avance	(38 284)	34 220
Hausse (baisse) Dettes	(43 916)	55 877
Hausse (baisse) Contributions reçues d'avance	(173 626)	2 707 272
Hausse (baisse) Engagements pour avantages du personnel	(3 498 467)	1 902 057
Hausse (baisse) Obligations de l'exercice en cours	43 740	(535 690)
Hausse (baisse) Dettes et autres passifs	(3 102 652)	(3 034 345)
(Intérêts créditeurs)	4 276	—
Flux de trésorerie nets d'activités opérationnelles	-4 730 548	5 544 939
Flux de trésorerie des placements et activités de financement		
Intérêts créditeurs	(4 276)	—
Achat d'immobilisations corporelles	(49 768)	(206 312)
Flux de trésorerie nets des placements et activités de financement	(54 044)	(206 312)
Flux de trésorerie d'autres sources		
Hausse (baisse) Excédent cumulé	5 208 293	241 597
Hausse (baisse) Restitution des économies des années précédentes	382 006	(2 938 677)
Hausse (baisse) nette Actif net/situation nette	5 590 299	(2 697 080)
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements en début de période financière	10 593 108	7 951 562
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements en fin de période financière	11 398 814	10 593 108

État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs pour la période financière du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

(Euros)

	Partie/ chapitre	Objet de dépense	Crédits approuvés 2022	Charges (comptabilité de caisse) 2022	Solde 2022	Charges (comptabilité d'exercice) 2022	Total	
1	A	Dépenses renouvelables						1
2	1	Juges	2 406 100	2 484 621	(78 521)	(2 771)	2 481 850	2
3	1.1	Traitement annuel	1 748 500	1 817 022	(68 522)	–	1 817 022	3
4	1.2	Allocations spéciales	467 300	501 472	(34 172)	–	501 472	4
5	1.3	Déplacements aux sessions	149 400	154 587	(5 187)	–	154 587	5
6	1.4	Dépenses communes	40 900	11 540	29 360	(2 771)	8 769	6
7	2	Régime des pensions des juges	984 600	1 066 315	(81 715)	278 336	1 344 651	7
8	3	Dépenses de personnel	4 374 300	4 502 961	(128 661)	146 214	4 649 175	8
9	3.1	Postes permanents	3 000 100	3 064 091	(63 991)	–	3 064 091	9
10	3.4	Dépenses communes de personnel	1 135 100	1 252 322	(117 222)	146 214	1 398 536	10
11	3.5	Heures supplémentaires	12 500	11 132	1 368	–	11 132	11
12	3.6	Personnel temporaire pour les réunions	124 350	129 669	(5 319)	–	129 669	12
13	3.7	Personnel temporaire autre	58 950	19 009	39 941	–	19 009	13
14	3.8	Formation	43 300	26 738	16 562	–	26 738	14
15	4	Indemnité de représentation	6 700	7 215	(515)	–	7 215	15
16	5	Voyages autorisés	92 500	59 296	33 204	–	59 296	16
17	6	Dépenses de représentation	7 350	3 476	3 874	–	3 476	17
18	7	Dépenses de fonctionnement	1 702 850	1 652 676	50 174	(8 893)	1 643 783	18
19	7.1	Entretien des locaux (y compris la sécurité)	1 322 350	1 293 091	29 259	0	1 293 091	19
20	7.2	Location et entretien de matériel	194 750	157 339	37 411	(12 132)	145 207	20
21	7.3	Communications	97 050	84 206	12 844	–	84 206	21
22	7.4	Services et frais divers (y compris frais bancaires)	18 550	71 167	(52 617)	3 239	74 406	22
23	7.5	Fournitures et accessoires	62 800	39 423	23 377	–	39 423	23
24	7.6	Services spéciaux (vérification externe des comptes)	7 350	7 450	(100)	–	7 450	24
25	8	Bibliothèque et dépenses connexes	174 000	176 978	(2 978)	0	176 978	25
26	8.1	Bibliothèque – achats ouvrages et publications	133 000	125 178	7 822	–	125 178	26
27	8.3	Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure	41 000	51 800	(10 800)	–	51 800	27

	Partie/ chapitre	Objet de dépense	Crédits approuvés 2022	Charges (comptabilité de caisse) 2022	Solde 2022	Charges (comptabilité d'exercice) 2022	Total
28							28
29	B	Dépenses non renouvelables					29
30	9	Achat de matériel	–	–	–	–	30
31	9.1	Mobilier et matériel	78 750	117 927	(39 177)	(49 769)	31
32							
33	C	Dépenses afférentes aux affaires	2 250 350	678 439	1 571 911	0	33
34	12	Juges	1 636 700	356 731	1 279 969	0	34
35	12.1	Allocations spéciales	1 261 700	241 758	1 019 942	–	35
36	12.2	Indemnités pour les juges ad hoc	165 800	77 801	87 999	–	36
37	12.3	Frais de déplacement aux réunions, y compris juges ad hoc	209 200	37 172	172 028	–	37
38	13	Dépenses de personnel	613 650	321 708	291 942	0	38
39	13.1	Personnel temporaire pour les réunions	588 650	316 292	272 358	–	39
40	13.2	Heures supplémentaires	25 000	5 416	19 584	–	40
41							41
42		Total	12 077 500	10 749 904	1 327 596	365 888	42

Pertes de change	1 723 015
Dépréciation	3 169 932
Total charges	16 005 968

Notes relatives aux états financiers pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

Note 1

Exposé des objectifs et des activités du Tribunal

Le Tribunal international du droit de la mer est un organe judiciaire international créé par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour connaître des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention. Entré en activité en 1996, il est ouvert aux États parties à la Convention et, dans certains cas, à des entités autres que ces derniers (organisations internationales et personnes physiques ou morales). Il est compétent pour connaître de tous les différends qui lui sont soumis conformément à la Convention, ainsi que de toute question expressément visée dans tout autre accord lui conférant compétence. Le Tribunal est composé de 21 membres indépendants élus par les États parties à la Convention et il est secondé par un Greffe qui compte 38 fonctionnaires. Il a son siège à Hambourg (Allemagne) et ses activités sont financées au moyen du budget ordinaire, qui est abondé par les contributions des États parties.

Note 2

Méthode d'établissement

Les présents états financiers sont les deuxièmes à être intégralement établis selon les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). L'adoption de ces normes a imposé des modifications aux conventions comptables précédemment appliquées par le Tribunal et l'adoption de nouvelles conventions modifiant la manière de comptabiliser les actifs et les passifs dans l'état de situation financière.

Comme le prévoient le Règlement financier et les règles de gestion financière du Tribunal, les états financiers sont établis sur la base de la comptabilité d'exercice conformément aux normes IPSAS. Conformément à ces normes, les états financiers ont été établis sur une base de continuité d'activité et les conventions comptables ont été systématiquement appliquées aux fins de leur établissement et de leur présentation. Toujours conformément à ces normes, les états financiers, qui présentent une image fidèle des actifs, des passifs, des produits et des charges du Tribunal, comprennent :

- a) Un état de la situation financière (état I) ;
- b) Un état des résultats financiers (état II) ;
- c) Un état des variations de l'actif net/de la situation nette (état III) ;
- d) Un état des flux de trésorerie (état IV) ;
- e) Un état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs (état V) ;
- f) Des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales conventions comptables et d'autres notes explicatives.

Des informations comparatives sont présentées dans l'état des résultats financiers, l'état des variations de l'actif net/de la situation nette, l'état des flux de trésorerie et l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs.

Continuité d'activité

L'hypothèse de continuité d'activité se fonde sur l'approbation par la Réunion des États parties des crédits budgétaires pour l'exercice 2023-2024 et sur les bons résultats obtenus ces dernières années en matière de recouvrement des contributions statutaires.

Il s'agit des deuxièmes états financiers établis conformément aux normes IPSAS. Avant le 1^{er} janvier 2021, les états financiers étaient établis selon la comptabilité de trésorerie modifiée.

Note 3

Récapitulatif des principales conventions comptables

Le 12 juin 2003, la treizième Réunion des États parties a adopté le Règlement financier du Tribunal, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2004 et a été appliqué à l'exercice budgétaire 2005-2006 et aux exercices suivants (voir [SPLOS/100](#)). Conformément à l'article 10.1 a) de son règlement financier, le Tribunal a adopté en 2004 ses règles de gestion financière. En 2004 également, la quatorzième Réunion des États parties a pris note de ces règles, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Le 9 décembre 2020, la trentième Réunion des États parties a approuvé les amendements au Règlement financier du Tribunal (voir [SPLOS/30/6](#)), qui ont pris effet le 1^{er} janvier 2021. Ils ont été appliqués à la période financière 2022 et s'appliqueront aux périodes suivantes. Le 24 juin 2021, la trente et unième Réunion des États parties a approuvé les amendements aux règles de gestion financière du Tribunal (voir [SPLOS/31/5](#)), qui ont pris effet le 1^{er} janvier 2021. Ils ont été appliqués à la période financière 2022 et s'appliqueront aux périodes suivantes.

Période financière

Aux termes de l'article 2.1 du Règlement financier, la période financière correspond à l'année civile, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 aux fins du présent rapport.

Monnaie de compte

Conformément à l'article 11.2 du Règlement financier, la monnaie de compte utilisée par le Tribunal est l'euro (montants entiers/arrondis).

Transactions en devises

Les transactions en dollars des États-Unis (« dollars ») sont converties en euros au taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies, à l'exception des contributions mises en recouvrement qui sont versées en dollars. Conformément à la règle de gestion financière 105.2, les contributions versées en dollars sont converties en euros au taux de change le plus favorable dont le Tribunal peut se prévaloir à la date du paiement.

Les différences dues aux fluctuations de change qui peuvent survenir entre la date à laquelle le montant a été comptabilisé et celle où la transaction a abouti apparaissent en tant que gains ou pertes de change dans l'état des résultats financiers (voir notes 22 et 31).

Les actifs et passifs libellés en dollars sont réévalués en fin d'exercice au taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies alors en vigueur. Toute différence résultant de cette réévaluation apparaît comme gain ou perte de change dans l'état des résultats financiers.

Conformément à la règle de gestion financière 111.3 a), les taux de change suivants entre l'euro et le dollar ont été appliqués :

	<i>1^{er} janvier 2022</i>	<i>31 décembre 2022</i>	<i>Moyenne 2022</i>	<i>Moyenne 2021</i>
Taux de change entre l'euro et le dollar	0,881	0,939	0,910	0,848

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur valeur nominale dans les comptes d'opérations courantes.

Risques financiers

Le Règlement financier et les règles de gestion financière du Tribunal lui font obligation d'appliquer des méthodes et procédures de gestion prudente des risques. Durant la période financière 2022, le Tribunal a placé à court terme les fonds qui n'étaient pas immédiatement nécessaires, conformément à l'article 9 du Règlement financier (voir note 5).

Risque de change : s'entend du risque que la juste valeur d'un instrument financier ou que les flux de trésorerie futurs y relatifs fluctuent en fonction du taux de change. Le Tribunal est exposé à ce risque en raison des transactions en devises et s'en prémunit en ne détenant qu'une petite partie de sa trésorerie en dollars.

Risque de taux : s'entend du risque que la juste valeur d'un instrument financier ou que les flux de trésorerie futurs y relatifs fluctuent en fonction des taux d'intérêts sur le marché. Dans la mesure du possible, le Tribunal détient uniquement des dépôts à court terme et à taux fixe et n'est donc pas particulièrement exposé à ce risque.

Risque de liquidité : s'entend du risque lié au financement général des activités du Tribunal. Le Tribunal détient un fonds de roulement qui vise à le doter des fonds nécessaires pour couvrir ses besoins de trésorerie à court terme en attendant l'encaissement des contributions statutaires.

Créances, paiements anticipés et autres actifs (actifs courants)

Les créances et les avances sont initialement comptabilisées à leur valeur nominale.

Les paiements anticipés comprennent les licences de logiciels, les contrats d'entretien et les abonnements, qui seront portés en charges dans les prochaines périodes comptables.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs détenus pour servir à la fourniture de services ou à des fins administratives. Ces éléments sont comptabilisés à leur coût, minoré du montant cumulé des amortissements et des dépréciations.

Les locaux du Tribunal sont comptabilisés comme actif sous la forme d'un bail financier fondé sur un accord de droit d'usage à titre gracieux. Ce type d'accord est couvert par la norme IPSAS 23 (Produits des opérations sans contrepartie directe).

Les dépréciations sont comptabilisées en excédent/déficit selon une base linéaire sur toute la durée d'utilité estimative de chaque élément des immobilisations corporelles.

Cette durée d'utilité estimative est la suivante :

- Matériel informatique : 5 ans ;
- Matériel de bureau : 5 ans ;
- Équipements du bâtiment : 10 ans maximum ;
- Bâtiments : 20 à 30 ans.

Les immobilisations corporelles d'un coût d'acquisition inférieur à 750 euros sont portées en charges pour la période.

Contrats de location

Les contrats de location afférents aux voitures et aux photocopieurs sont catégorisés comme contrats de location simple et les loyers correspondants sont portés en charges dans l'état des résultats financiers selon une base linéaire sur toute la durée de la location.

Dettes et autres passifs (passifs courants)

Les dettes sont comptabilisées initialement à leur valeur nominale, qui est la meilleure estimation du montant requis pour éteindre l'obligation à la date de clôture des comptes. Conformément à la méthode de la comptabilité d'exercice, toutes les factures datées d'avant le 31 décembre 2022 et tous les services fournis et tous les biens livrés jusqu'à cette date représentent une dette du Tribunal et ont été comptabilisés en 2022.

Passifs non courants

Produits constatés d'avance et charges constatées par régularisation

Les produits constatés d'avance sont portés au passif non courant et comprennent la valeur amortie du bâtiment du siège du Tribunal à la fin de la période comptable. Le bâtiment porté à l'actif est amorti sur toute sa durée d'utilité. Lors de la comptabilisation de l'amortissement, un montant égal est comptabilisé comme produit en portant un même montant respectivement en charges des produits constatés d'avance et en crédit des produits.

Passifs liés aux avantages du personnel

Les charges liées aux avantages du personnel et les passifs correspondants sont comptabilisés comme services fournis par les juges et le personnel. Les avantages du personnel sont catégorisés comme avantages à court terme, avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme ou indemnités de cessation de service.

Les avantages à court terme sont à régler dans les 12 mois de la fourniture du service considéré et comprennent les traitements, diverses indemnités, les congés de maladie rémunérés et les congés annuels. Ils sont comptabilisés comme charges et passif lorsque les services sont fournis. Les avantages qui sont acquis mais non encore payés sont comptabilisés comme charges dans la période à laquelle ils se rapportent et apparaissent comme passif dans l'état de situation financière.

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les prestations de retraite et l'assurance maladie après la cessation de service.

Le Tribunal est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies depuis le 1^{er} octobre 1996. La Caisse fournit des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et d'autres prestations connexes au personnel du Tribunal. Elle offre un régime financé à prestations définies multi-employeurs. En l'absence de base

cohérente et fiable pour la répartition des obligations, des actifs du régime et du coût de la Caisse entre les différentes organisations affiliées, les cotisations versées à la Caisse sont comptabilisées comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations définies. Les obligations en matière de contributions aux régimes de retraite à cotisations définies apparaissent en charges dans l'état des résultats financiers lorsqu'elles sont contractées.

Les juges bénéficient d'un régime à prestations définies qui assure à ses membres le versement de pensions définies au bout d'un mandat de neuf ans (calculées au prorata si le mandat n'est pas mené à terme), d'une pension de réversion au conjoint survivant à hauteur de 50 % des droits à pension accumulés et d'une indemnité d'invalidité pour les juges âgés de 65 ans maximum.

Le régime d'assurance maladie collective du Tribunal est administré par Cigna. Le personnel peut également bénéficier du même régime lors de son départ à la retraite. Le Tribunal accorde une subvention pour le paiement des primes des retraités. L'assurance maladie après la cessation de service est un régime à prestations définies.

Pour les régimes à prestations définies, le calcul des obligations et des coûts se fait selon la méthode des unités de crédit projetées. Le montant des prestations est fonction des périodes de service. La valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies correspond à la valeur actuelle des paiements futurs attendus qui sont nécessaires pour éteindre l'obligation résultant des services fournis par le personnel durant la période en cours et les périodes antérieures. Elle est calculée à partir d'hypothèses actuarielles impartiales et mutuellement compatibles.

Les autres avantages du personnel à long terme comprennent les indemnités de cessation de service, dont les primes de rapatriement et de réinstallation, et sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme sont calculés par des actuaires indépendants.

Provisions et passifs éventuels

Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, le Tribunal a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont l'extinction entraînera plus que probablement une sortie de ressources. Elle correspond à l'estimation la plus fiable du montant nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture.

L'estimation est actualisée lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif. Le déblocage des provisions se fait uniquement pour les charges pour lesquelles les provisions sont comptabilisées dès le départ. Si la sortie d'avantages économiques pour éteindre les obligations perd toute probabilité, on constate une reprise de provision.

Un passif éventuel correspond soit à une obligation potentielle qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains dont la maîtrise échappe partiellement au Tribunal, soit à une obligation dont il est improbable qu'elle donne lieu à une sortie d'avantages économiques/d'un potentiel de service ou dont le montant ne peut être déterminé de manière suffisamment fiable.

Ni provisions ni passifs éventuels n'ont été constatés durant la période financière.

Obligations

Une obligation a été constatée pour le coût des réunions du comité de rédaction dans l'affaire n° 28, *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre Maurice et les Maldives dans l'océan Indien (Maurice/Maldives)*, tenues en janvier et février 2023. Il était initialement prévu que ces réunions se tiennent au cours de l'exercice budgétaire 2021-2022 et les fonds correspondants ont donc été approuvés pour cet exercice. Toutefois, par ordonnance [2021/5](#) du 15 décembre 2021, le Président de la Chambre spéciale a autorisé la présentation d'une réplique par Maurice et d'une duplique par les Maldives. Par ordonnance [2022/1](#) du 18 août 2022, le Président de la Chambre spéciale a fixé au 17 octobre 2022 la date d'ouverture de la procédure orale. Conformément à cette ordonnance, ladite procédure s'est tenue du 17 au 24 octobre 2022 et les délibérations se sont tenues en novembre 2022. Le comité de rédaction en l'affaire n° 28 se réunira donc du 30 janvier au 10 février 2023, soit après la fin de l'exercice 2021-2022.

L'obligation susmentionnée s'éteindra lors du paiement des indemnités correspondantes à la fin des réunions de février 2023.

Produits sans contrepartie directe

Les produits correspondent aux contributions statutaires des États parties. Pour tout exercice budgétaire biennal, 50 % des contributions sont mises en recouvrement la première année et 50 % la deuxième année.

Les contributions sous forme de biens sont comptabilisées à leur juste valeur et les produits correspondant sont comptabilisés immédiatement. Les produits sont comptabilisés à leur juste valeur, calculée à la date où les actifs donnés sont acquis.

Produits divers

Tous les autres produits reçus par le Tribunal sont catégorisés comme produits divers et passés en ressources générales.

Charges

Les charges sont une réduction des avantages économiques ou du potentiel de service au cours de la période comptable prenant la forme de sorties ou de consommation d'actifs ou d'adjonction de passifs ayant pour effet de réduire le montant de l'actif net, et elles sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice au moment où les biens ou les services sont fournis, indépendamment des modalités de paiement.

Réserves et solde du fonds

En 1998, la huitième Réunion des États parties a autorisé la création d'un fonds de roulement pour permettre au Tribunal de continuer à fonctionner en cas d'insuffisance temporaire de trésorerie et lui donner les moyens financiers nécessaires pour examiner des affaires, notamment celles qui exigent une procédure accélérée, au sens de l'article 6.2 du Règlement financier (voir [SPLOS/31](#)).

Les gains et réserves de l'exercice précédent correspondent à un excédent des recettes sur les dépenses des exercices antérieurs allant de 2005-2006 à 2021, conformément à l'article 4 du Règlement financier du Tribunal.

Sauf décision contraire de la Réunion des États parties, les excédents en fin de période financière, déduction faite de tout arriéré de contribution statutaire pour cette période, sont répartis entre les États parties en fonction du barème des quotes-parts applicable pour la période à laquelle l'excédent se rapporte. Au 1^{er} janvier qui suit

l'année où est effectuée la vérification des comptes pour la période financière, la part de l'excédent revenant à un État partie lui est restituée s'il s'est acquitté de l'intégralité de sa contribution pour la période en question.

Comparatif budgétaire

L'état V présente un comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget (la moitié du budget approuvé pour l'exercice 2021-2022). Cette comparaison est effectuée selon la même méthode de comptabilité de caisse modifiée que celle appliquée pour le budget.

La note 32 présente un rapprochement entre les montants effectifs selon la comptabilité de caisse modifiée et les montants effectifs apparaissant dans les états financiers, étant donné qu'il existe un écart entre la comptabilité d'exercice intégrale et la comptabilité de caisse modifiée appliquée pour le budget.

Note 4

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2022, les avoirs de trésorerie et d'équivalents de trésorerie du Tribunal s'élevaient à 7 398 814 euros, dont 1 309 132 euros dans le fonds de roulement. L'équivalent de 23 358 euros (5 735 euros en 2021) est conservé en dollars [24 875 dollars (6 510 dollars en 2021)]. À la fin de la période financière 2021, les avoirs de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevaient à 10 593 108 euros.

Note 5

Placements

En juin, septembre et décembre 2022, le Tribunal a placé à court terme les fonds qui n'étaient pas immédiatement nécessaires, pour un montant total de 4 000 000 euros. Au sens de la règle de gestion financière 109.1 du Tribunal, les investissements à court terme sont des investissements pour une période inférieure à 12 mois. Au 31 décembre 2021, aucun placement n'avait été effectué.

Note 6

Contributions statutaires à recevoir

Au 31 décembre 2022, l'arriéré de contributions statutaires pour la période financière 2022 et les périodes financières antérieures s'établissait à 1 420 386 euros. Sur ce montant, 811 288 euros se rapportaient à la période financière 2022. Pour la période financière 2021, l'arriéré s'élève à 175 135 euros ; pour l'exercice 2019-2020, l'arriéré s'élève à 143 763 euros. S'agissant des exercices 1996/97 à 2017-2018, l'arriéré s'élève à 290 200 euros. Les contributions excédentaires par rapport aux contributions dues sont indiquées à la note 12.

<i>Période financière de mise en recouvrement</i>	<i>31 décembre 2022 (euros)</i>	<i>31 décembre 2021 (euros)</i>
1996/97 à 2017-2018	290 200	317 379
2019-2020	143 763	257 734
2021	175 135	709 095
2022	811 288	—
Total	1 420 386	1 284 208

Note 7**Remboursement de taxes**

Les taxes pour lesquelles remboursement est dû correspondent à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la taxe énergétique et la taxe d'assurance. Au 31 décembre 2022, les créances s'élevaient à 286 755 euros, contre 231 592 euros à la fin de la période financière 2021, et se répartissaient comme suit :

- 271 447 euros pour la TVA (217 675 euros en 2021) ;
- 6 328 euros pour la taxe énergétique (4 695 euros en 2021) ;
- 8 980 euros pour la taxe d'assurance (9 222 euros en 2021).

Note 8**Créances diverses**

Les créances diverses correspondent aux créances relatives au personnel, aux juges, aux fonds d'affectation gérés par le Tribunal, aux fournisseurs, aux autorités allemandes responsables des locaux du Tribunal, à l'Institut fédéral allemand de l'immobilier et aux créances afférentes aux affaires. Leur montant s'élevait à 180 441 euros.

	31 décembre 2022 (euros)	31 décembre 2021 (euros)
Créances (Institut fédéral allemand de l'immobilier)	111 307	63 297
Créances (fournisseurs)	58 166	3 923
Créances (personnel)	4 694	5 930
Créances (affaires)	3 152	3 152
Créances (juges)	3 122	3 143
Total	180 441	79 445

Les créances relatives à l'Institut fédéral allemand de l'immobilier correspondent aux montants dus par les autorités allemandes pour les gros travaux de réparation effectués au titre de l'Accord entre le Tribunal et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'occupation et à l'utilisation des locaux du Tribunal international du droit de la mer dans la Ville libre et hanséatique de Hambourg (« Accord relatif aux locaux »). Les créances relatives aux fournisseurs correspondent aux notes de crédit et aux remboursements de gaz et d'électricité pour la période financière 2022 qui sont encore dus au Tribunal ainsi qu'à un dépôt de garantie pour le carburant des voitures officielles du Tribunal. Les créances relatives au personnel correspondent essentiellement aux montants à recouvrer au titre des avances sur salaire. Les créances relatives aux affaires correspondent aux frais d'interprétation et de traduction dus au Tribunal. Les créances relatives aux juges correspondent aux avances sur indemnité de subsistance.

Note 9**Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance, d'un montant de 102 246 euros, correspondent aux paiements effectués vers la fin de la période financière 2022 qui se rapportent à la période financière suivante. En conséquence, ces charges seront imputées sur les ressources prévues pour la période financière 2023 et déduites des sommes à recevoir. En décembre 2021, ces charges s'élevaient à 63 962 euros.

Note 10

Immobilisations corporelles

Les actifs du Tribunal au titre des immobilisations corporelles s'élèvent à 49 277 287 euros (52 397 449 euros en 2021). Selon l'Accord relatif aux locaux, le Gouvernement allemand est convenu de transférer au Tribunal, à titre permanent, les locaux, exempts de loyer, avec le droit de les occuper et d'en faire usage à compter du 6 novembre 2000. Le bâtiment (bâtiment principal, villa, pavillon de la sécurité et parking visiteurs) et tous ses actifs ont été inscrits à l'actif au 1^{er} janvier 2021 à la suite de l'adoption des normes IPSAS à compter de la période financière 2021. Le bail du bâtiment a été comptabilisé comme accord de droit d'usage à titre gracieux et donc comptabilisé comme bail financier conformément aux directives de l'ONU sur les normes IPSAS. Le solde d'ouverture des actifs du bâtiment a été calculé à partir des valeurs comptables du bâtiment en 2017 communiquées au Tribunal par l'Institut fédéral allemand de l'immobilier.

	Autres immobilisations corporelles (euros)						Total
	Bâtiment	Mobilier	Matériel informatique	Matériel audiovisuel et de communication	Autres équipements du bâtiment	Total (autres immobilisations corporelles)	
Coûts							
Au 1 ^{er} janvier 2022	55 193 722	25 967	142 569	60 931	139 975	369 442	55 563 164
Ajouts	–	2 316	43 630	2 948	876	49 769	49 769
Dépréciations/cessions	–	–	–	–	–	–	–
Au 31 décembre 2022	55 193 722	28 283	186 199	63 879	140 851	419 211	52 612 933
Amortissements cumulés							
Au 1 ^{er} janvier 2022	3 084 973	9 255	40 310	8 412	22 765	80 742	3 165 715
Amortissement	3 086 521	6 976	38 550	14 244	23 641	83 410	3 169 932
Cessions	–	–	–	–	–	–	–
Au 31 décembre 2022	6 171 494	16 231	78 860	22 656	46 406	164 152	6 335 647
Valeur comptable nette							
Au 1 ^{er} janvier 2022	52 108 749	16 712	102 259	52 519	117 210	288 700	52 397 449
Au 31 décembre 2022	49 022 228	12 052	107 339	41 223	94 445	255 059	49 277 287

Note 11

Dettes et charges à payer

Les livres du Tribunal font apparaître des dettes à hauteur de 159 euros envers le personnel, 9 259 euros envers le personnel surnuméraire, comme des consultants et des traducteurs externes, et 82 941 euros envers des fournisseurs, soit un total de 92 359 euros. Les comptes créditeurs seront apurés au début de la prochaine période financière, en janvier 2023. À la fin de la période financière 2021, les dettes s'élevaient à 136 275 euros.

Note 12**Contributions reçues d'avance**

Au 31 décembre 2022, 4 753 285 euros de contributions statutaires avaient été reçus au titre des périodes à venir. À la fin 2021, des contributions d'un montant de 4 926 911 euros avaient été reçues d'avance.

Note 13**Engagements au titre des avantages du personnel (courants)**

Les congés annuels et les congés dans les foyers sont portés en charges lorsque les membres du personnel fournissent des services qui accroissent leurs droits à des absences rémunérées futures. Étant donné que le règlement des obligations afférentes à ces deux types de congés peut se faire en partie sur une période supérieure à 12 mois, ces engagements ont été répartis entre engagements courants et non courants. Des charges d'un montant de 9 256 euros au titre des congés dans les foyers et de 16 280 euros au titre des congés annuels ont été comptabilisées pour la période financière 2022. Ces montants correspondent aux valeurs actuelles. Des engagements d'un montant total de 15 488 euros et de 264 932 euros ont été respectivement inscrits dans l'état de situation financière. Des montants de 13 606 euros et 119 291 euros ont été comptabilisés comme engagements non courants (voir note 15).

Note 14**Obligations (exercice en cours)**

Une obligation a été constatée pour le coût des réunions du comité de rédaction dans l'affaire n° 28, *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre Maurice et les Maldives dans l'océan Indien (Maurice/Maldives)*, tenues en janvier et février 2023. Il était initialement prévu que les réunions se tiennent durant l'exercice budgétaire 2021-2022 et les fonds correspondants ont donc été approuvés pour cet exercice. Un montant de 44 954 euros a été comptabilisé au titre des indemnités et des frais de déplacement, et cette obligation s'éteindra à la fin des réunions de février 2023.

Note 15**Engagements au titre des avantages du personnel (non courants)**

Des engagements non courants ont été comptabilisés pour les pensions des juges, l'assurance maladie après la cessation de service, les primes de rapatriement et les primes de réinstallation. Conformément à la norme IPSAS 39, un actuaire a été nommé par le Tribunal pour effectuer une évaluation actuarielle de ces engagements au 31 décembre 2022. Cette évaluation, arrêtée au 31 décembre 2022, s'est faite au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements, calculés en dollars, ont été convertis en euros à la fin de l'année au taux de 0,939. Les montants comptabilisés sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	2022			2021		
	<i>Courant (euros)</i>	<i>Non courant (euros)</i>	<i>Total (dollars)</i>	<i>Courant (euros)</i>	<i>Non courant (euros)</i>	<i>Total (dollars)</i>
Pension des juges	–	20 191 122	21 502 792	–	22 593 391	25 645 166
Assurance maladie après la cessation de service	–	1 283 534	1 366 916	–	2 314 067	2 626 637
Prime de rapatriement	–	116 333	123 890	–	187 935	213 320
Prime de réinstallation	–	118 969	126 698	–	135 796	154 139

	2022			2021		
	<i>Courant (euros)</i>	<i>Non courant (euros)</i>	<i>Total (dollars)</i>	<i>Courant (euros)</i>	<i>Non courant (euros)</i>	<i>Total (dollars)</i>
Congé annuel	264 932	119 291	–	252 785	115 158	–
Congé dans les foyers	15 488	13 605	–	11 959	10 650	–
Total	280 420	21 842 854	23 120 296	264 744	25 356 997	28 639 262

Des engagements non courants ont été constatés pour les avantages du personnel au titre des congés dans les foyers (13 606 euros) et des congés annuels du personnel (119 291 euros) (voir note 13).

Sont indiqués dans le tableau suivant les montants correspondants au coût des services et intérêts comptabilisés :

	<i>Coûts des services 2022 (euros)</i>	<i>Coûts des services 2021 (euros)</i>	<i>Intérêts 2022 (euros)</i>	<i>Intérêts 2021 (euros)</i>
Prime de rapatriement	16 130	14 564	2 003	1 686
Assurance maladie après la cessation de service	159 830	144 341	24 564	22 146
Pensions	1 109 124	1 001 637	235 527	211 405
Prime de réinstallation	–	–	1 147	1 196
Total	1 285 084	1 160 542	263 241	236 433

Note 16

Restitution des économies des années précédentes

Sont indiqués dans le tableau suivant les montants correspondant aux économies de périodes financières antérieures qui n'ont pas encore été restituées et restent ainsi inscrites au passif :

<i>Période financière</i>	<i>31 décembre 2022</i>	<i>31 décembre 2021</i>
2003 (Contributions du personnel)	33	33
2005-2006	1 359	1 359
2007-2008	3 210	3 210
2009-2010	2 486	2 690
2011-2012	845	949
2013-2014	3 675	4 221
2017-2018	17 276	18 803
2019-2020	384 387	–
Total	413 271	31 265

Ces montants seront restitués dès que les États parties concernés auront versé leurs contributions pour les exercices correspondants.

Note 17**Autres passifs non courants**

Le bail financier pour le bâtiment du Tribunal, qui est comptabilisé comme accord de droit d'usage à titre gracieux, a été inscrit à l'actif en 2021. Au 31 décembre 2022, la valeur du bâtiment était de 49 022 228 euros (52 108 749 euros en 2021). Un montant correspondant a été inscrit aux produits constatés d'avance au titre des autres passifs non courants. La valeur du bâtiment sera amortie jusqu'à la fin de 2038. La comptabilisation de l'amortissement entraîne l'inscription d'un montant égal comme produit en portant un même montant respectivement en charges des produits constatés d'avance et en crédit des produits (voir note 10).

La remise en état d'un ascenseur spécial a été partiellement financée par les autorités allemandes et l'ascenseur rénové a été comptabilisé comme actif en 2021. Le passif correspondant s'élevait à 32 970 euros (36 968 euros en 2021) à la fin décembre 2022.

Des dettes d'un montant de 1 527 euros (13 660 euros en 2021) pour la location du matériel informatique ont aussi été comptabilisées sous cet intitulé.

En conséquence, les autres passifs non courants s'élèvent à 49 056 725 euros (52 159 377 euros en 2021).

Note 18**Fonds de roulement**

En 1998, la huitième Réunion des États parties a autorisé la création d'un fonds de roulement pour permettre au Tribunal de continuer à fonctionner en cas d'insuffisance temporaire de trésorerie et lui donner les moyens financiers nécessaires pour examiner les affaires, notamment celles qui exigent une procédure accélérée, au sens de l'article 6.2 du Règlement financier (voir [SPLOS/31](#)).

Le solde du fonds de roulement, inchangé par rapport à la fin de 2021, s'établit actuellement à 1 309 132 euros, dont 767 014 euros peuvent servir à couvrir des dépenses afférentes aux affaires.

Note 19**Excédent/déficit pour des périodes antérieures**

Les déficits des périodes antérieures s'élèvent à 14 327 856 euros et correspondent à l'excédent des recettes sur les dépenses des exercices budgétaires antérieurs (2005-2006 à 2019-2020), ainsi qu'au déficit de la période financière 2021, au sens de l'article 4 du Règlement financier du Tribunal. À la fin de 2021, l'excédent s'élevait à 2 963 084 euros.

Au 31 décembre 2021, l'excédent cumulé après la mise en application des normes IPSAS s'établissait à 241 596 euros, et à 242 810 euros à la fin 2022. Ce montant représente un ajustement par rapport aux périodes précédentes pour les actifs qui ont été inscrits à l'actif en 2021 et 2022, mais qui avaient été comptabilisés comme charges dans les périodes financières antérieures. Le montant de 242 810 euros a été amorti en 2021 et 2022, et sera amorti durant les périodes financières à venir.

Les engagements pour avantages du personnel ont été réduits de 5 591 467 euros en 2022 en raison de changements dans le coût des services et les coûts financiers, et d'ajustements liés à l'expérience. Les pertes de change résultant de l'appréciation du dollar par rapport à l'euro ont été comptabilisées dans l'état des résultats financiers.

Le déficit pour la période en cours s'élève à 799 216 euros.

Note 20**Produits (contributions statutaires)**

En décembre 2020, la trentième Réunion des États parties a approuvé le budget de l'exercice 2021-2022 pour un montant de 24 155 000 euros ([SPLOS/30/17](#)). Conformément à l'article 5.3 du Règlement financier du Tribunal, les contributions statutaires des États parties sont calculées sur la base d'un montant égal à la moitié du budget pour chaque année de l'exercice budgétaire biennal. Par conséquent, les produits correspondant aux contributions statutaires s'élèvent à 12 077 500 euros.

Note 21**Économies réalisées par l'annulation d'engagements contractés lors d'exercices précédents**

À la fin de la période financière 2021, un engagement de 1 214 euros a été inscrit dans les états financiers. Durant la période financière 2022, le même montant a été imputé sur cet engagement. Aucun engagement n'a été annulé.

Note 22**Gains de change**

Des gains de change d'un montant de 28 733 euros (13 634 euros en 2021) ont été comptabilisés. Les pertes de change sont portées en charges (voir note 31).

Note 23**Produits divers**

Des produits divers d'un montant de 3 096 241 euros (3 097 729 euros en 2021) ont été comptabilisés au 31 décembre 2022. Ce montant comprend :

- Produits divers d'un montant de 2 112 euros au titre de remboursements des fournisseurs d'eau et d'électricité (1 758 euros), de remboursements liés aux déplacements (153 euros) et de produits de la vente de matériel informatique (200 euros) ;
- Contribution non identifiée d'un montant de 3 593 euros provenant d'un État partie inconnu a été comptabilisée en septembre 2022. Le montant sera porté au crédit de l'État partie concerné dès que celui-ci aura été identifié ;
- Gains d'arrondis (17 euros) ;
- Produits constatés d'avance d'un montant de 3 090 520 euros (3 087 972 euros en 2021) au titre de l'amortissement cumulé du bâtiment conformément à l'accord de droit d'usage à titre gracieux et de l'amortissement de l'ascenseur spécial, qui a été partiellement financé par les autorités allemandes (voir note 17).

Note 24**Produits de placements**

En juin, septembre et décembre 2022, le Tribunal a placé à court terme les fonds qui n'étaient pas immédiatement nécessaires (voir note 5). Au 31 décembre 2022, le produit des placements s'élevait à 4 276 euros. Il n'a pas été possible de placer des fonds durant la période financière 2021, ce qui fait qu'aucun produit de placement n'a été comptabilisé en 2021.

Note 25**Traitements, indemnités et avantages du personnel**

Le montant de 8 504 601 euros (8 720 515 euros en 2021) comptabilisé pour les traitements, indemnités et avantages du personnel comprend les traitements et les pensions des juges, les traitements et les dépenses communes de personnel, ainsi que le coût des services et les intérêts afférents aux provisions.

Note 26**Rémunération et indemnités du personnel surnuméraire**

Il s'agit de tous les montants versés aux consultants, interprètes, traducteurs et autres prestataires de services externes. Au 31 décembre 2022, des dépenses d'un montant total de 464 970 euros (170 343 euros en 2021) ont été comptabilisées.

Note 27**Fournitures et consommables**

En 2022, 232 759 euros (206 704 euros en 2021) ont été dépensés pour des fournitures et des consommables. Ce montant comprend les fournitures de bureau et les fournitures de fonctionnement, ainsi que les abonnements et les livres de la bibliothèque.

Note 28**Amortissements**

Sur 3 169 932 euros (3 165 715 euros en 2021) d'amortissements, 3 086 521 euros (3 084 973 euros en 2021) correspondent à l'amortissement des quatre actifs qui constituent le bâtiment (bâtiment principal, pavillon de la sécurité, villa et parking visiteurs). Comme autres actifs, on compte le matériel informatique, les équipements et systèmes techniques du bâtiment, l'équipement des salles d'audience et le matériel de bureau (voir note 11).

Aucune dotation aux dépréciations ou aux amortissements n'a été comptabilisée pour la période financière 2022.

Note 29**Voyages**

Un total de 251 055 euros (114 443 euros en 2021) a été dépensé pour les voyages en 2022. Ce montant comprend 191 759 euros pour les voyages des juges à Hambourg à l'occasion des sessions et 59 296 euros pour les voyages autorisés du Président, de la Greffière du Tribunal et du personnel.

Note 30**Autres charges de fonctionnement**

Les autres charges de fonctionnement comprennent celles afférentes à l'entretien des locaux, aux travaux contractuels d'impression et de reliure, aux achats de matériel, aux communications, aux dépenses de représentation et aux services divers. Le total des dépenses s'élevait à 1 659 634 euros pour la période financière 2022. En 2021, les autres charges de fonctionnement s'élevaient à 1 609 283 euros.

Note 31**Pertes de change**

Des pertes de change d'un montant de 1 723 015 euros ont été comptabilisées. Les gains de change ont été portés en produits (voir note 22). Les pertes de change

comprennent un montant de 1 671 222 euros, correspondant à la réévaluation des engagements pour avantages du personnel résultant de l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro entre décembre 2021 et décembre 2022.

Note 32

État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs

Avec la mise en application des normes IPSAS en 2021, le budget et les comptes du Tribunal sont désormais établis selon des méthodes différentes. Les états financiers sont établis selon la comptabilité d'exercice intégrale et le budget, présenté dans l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs (état V), est établi selon la comptabilité de caisse modifiée. Conformément à la norme IPSAS 24, les montants effectifs, présentés sur une base comparable par rapport au budget, ont été rapprochés des montants effectifs présentés dans les états financiers en indiquant séparément tous les écarts dus aux méthodes employées, aux périodes couvertes ou aux entités concernées. Les formats et les systèmes de classification adoptés pour la présentation des états financiers et du budget présentent aussi des différences.

Les écarts dus aux méthodes employées tiennent à ce que le budget approuvé est établi selon une méthode qui diffère des conventions comptables, comme indiqué précédemment.

Les écarts dus aux périodes couvertes tiennent à ce que l'exercice budgétaire diffère de la période comptable sur laquelle portent les états financiers. Comme indiqué précédemment, l'exercice budgétaire du Tribunal est biennal alors que sa période financière est annuelle. Pour chacune des deux années de l'exercice budgétaire, les contributions des États parties sont calculées sur la base d'un montant égal à la moitié des crédits ouverts par la Réunion des États parties pour l'exercice considéré. En conséquence, le budget pour la période financière 2022 correspond à la moitié du budget approuvé pour l'exercice 2021-2022.

En ce qui concerne l'exécution du budget de l'exercice 2021-2022, le niveau des dépenses au 31 décembre 2022 indique que les fonds approuvés étaient suffisants.

Le projet de budget pour 2021-2022 prévoyait des crédits pour l'affaire n° 29, *Affaire du navire « San Padre Pio » (n° 2) (Suisse/Nigéria)*. Par ordonnance du Président du Tribunal en date du 29 décembre 2021, cette affaire a été rayée du rôle des affaires du Tribunal. Aucune réunion concernant l'affaire n° 29 ne s'est tenue en 2021 ni en 2022. En outre, le Tribunal n'a traité aucune affaire urgente en 2021 ni en 2022. Le Tribunal a été saisi d'une affaire de prompt mainlevée [*Affaire du navire « Heroic Idun » (Îles Marshall c. Guinée équatoriale)*] le 10 novembre 2022, mais celle-ci a ensuite été rayée du rôle des affaires du Tribunal par ordonnance du Président datée du 15 novembre 2022. Les dépenses afférentes aux affaires dans le budget ont donc été relativement faibles.

En 2017, la Banque centrale européenne a commencé à prélever des intérêts sur les dépôts en espèces. En conséquence, les banques de la zone euro ont elles aussi commencé à prélever des intérêts sur les dépôts en espèces de leurs clients. Le Tribunal a payé de tels intérêts entre avril 2020 et juillet 2022, et ceux versés en 2022 s'élèvent à 31 530 euros. Ce montant a été comptabilisé au titre des charges de fonctionnement dans l'état des résultats financiers et porté en charges dans la rubrique « Services et frais divers (y compris frais bancaires) », ce qui a occasionné un solde négatif à cette rubrique à la fin de l'exercice budgétaire 2021-2022. À la fin de l'exercice budgétaire 2021-2022, les charges à cette rubrique dépassaient de 126 642 euros les crédits approuvés. Les dépassements de crédits prévus devront être compensés soit par un transfert de fonds au sein du chapitre budgétaire intitulé

« Dépenses de fonctionnement », soit par un transfert d'un chapitre à l'autre, sous réserve de l'autorisation de la Réunion des États parties.

En raison des restrictions au voyage imposées durant la pandémie de COVID-19, les crédits inscrits aux rubriques budgétaires « Déplacements aux sessions » au titre des dépenses renouvelables, « Déplacements aux sessions » au titre des dépenses afférentes aux affaires, et « Voyages autorisés » affichent des économies à la fin de l'exercice 2021-2022.

Note 33

Passifs éventuels

À la fin de l'année 2022, il a été recensé que deux plaintes avaient été déposées par un membre du personnel auprès du Tribunal d'appel des Nations Unies. Le montant de l'indemnité que pourrait prononcer le Tribunal d'appel ne peut être calculé ou quantifié de manière fiable.

La révision annuelle du coefficient d'ajustement pour Hambourg aura lieu en février 2023 et entraînera un ajustement des traitements des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des juges. Une enquête sur le coût de la vie pour Hambourg est également prévue pour février 2023 et pourrait conduire à une révision supplémentaire du coefficient d'ajustement dans le courant de 2023. Les montants des traitements ne peuvent pas encore être estimés de manière fiable.

Note 34

Informations relatives aux parties liées

Comptent comme principaux dirigeants le Président, la Greffière et le Greffier adjoint.

Les dépenses de personnel afférentes à la Greffière s'élevaient à 173 400 euros.

Le traitement annuel et les indemnités spéciales du Président s'élevaient à 177 525 euros et la rémunération n'ouvrant pas droit à pension à 80 115 euros. Les crédits ouverts au titre du Président s'élevaient à 701 286 euros.

Note 35

Comptabilisation en pertes de disponibilités, de créances et d'immobilisations corporelles

Aucun montant n'a été comptabilisé en pertes durant la période comptable.

Note 36

Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement significatif n'a eu lieu entre la date de clôture et la date d'autorisation des états financiers.

Note 37

Fonds d'affectation spéciale

Le Tribunal gère trois fonds d'affectation spéciale en 2022 : le Nippon Foundation grant, le Fonds pour le droit de la mer et le Fonds de la République de Corée.

Le Fonds de la Nippon Foundation

Le Fonds de la Nippon Foundation a été créé en mars 2007, à la suite de la signature de l'accord « Nippon Foundation Grant Agreement ». En application de cet

accord, la Fondation a versé une contribution d'un montant de 200 000 euros au programme Nippon Foundation-TIDM de formation et de renforcement des capacités en matière de règlement des différends relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. En application de l'article 6.5 du Règlement financier du Tribunal, un fonds d'affectation spéciale a par la suite été créé à cet effet et un compte spécial en euros, intitulé « Nippon Foundation grant », a été ouvert auprès de la Deutsche Bank.

Depuis 2007, la Fondation verse des contributions annuelles au Fonds, pour un total de 3 590 240 euros (dont une contribution pour le programme 2022-2023 d'un montant de 233 930 euros en mars 2022). Au début de la période financière 2022, les réserves totales du fonds s'élevaient à 114 674 euros. En septembre 2022, un montant de 25 431 euros a été restitué à la Fondation. Au 31 décembre 2022, le solde des réserves totales s'établissait à 100 606 euros. L'état financier vérifié du Fonds sera distribué lors de la Réunion des États parties en juin 2023.

Le Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer

En application de l'article 6.5 du Règlement financier, le Tribunal a créé un Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer en octobre 2009. Ce fonds vise à promouvoir, dans les pays en développement, le renforcement des ressources humaines dans le domaine du droit de la mer et des affaires maritimes en général. Plusieurs contributions ont été reçues de diverses sources entre 2009 et 2021 (Institut maritime coréen, Chine, Chypre et Korwind). Au cours de la période financière 2022, le Tribunal a reçu deux contributions de l'Institut maritime coréen, pour un total de 31 000 euros, une de Chypre, d'un montant de 15 000 euros, une de la France, d'un montant de 10 000 euros, et une du Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée, d'un montant de 30 000 euros. Depuis juillet 2012, le Fonds a servi à appuyer le programme de stage du Tribunal, à apporter une aide financière aux stagiaires originaires de pays en développement et à financer des ateliers régionaux. Au 31 décembre 2022, le solde des réserves totales s'établissait à 282 320 euros. L'état financier vérifié du Fonds sera distribué lors de la Réunion des États parties en juin 2023.

Le Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée

En février 2020, la République de Corée a versé une contribution volontaire au Tribunal d'un montant de 195 595 dollars, puis une autre d'un montant de 176 033 dollars en octobre 2021. Ces sommes ont été déposées sur un compte bancaire spécial et converties en euros, soit 171 831 euros et 148 014 euros respectivement. Ce fonds d'affectation spéciale a été créé pour apporter une aide financière à l'organisation d'un atelier du Tribunal pour conseillers juridiques. L'atelier, censé se tenir en novembre 2021, a dû être reporté à mars 2022 en raison de la pandémie de COVID-19. Au cours de la période financière 2022, le Tribunal a reçu une contribution volontaire de la République de Corée d'un montant de 197 844 euros (200 000 dollars). Au 31 décembre 2022, le solde du Fonds s'établissait à 227 268 euros.

Note 38

Dispositions institutionnelles

Les états financiers du Tribunal ont été établis au moyen du logiciel de gestion financière Infor SunSystems.

La publication des états financiers et des notes y relatives a été autorisée par la Greffière du Tribunal, M^{me} Ximena Hinrichs Oyarce, le 10 février 2023.

Appendice II

État au 31 décembre 2022 des contributions versées au Tribunal international du droit de la mer de 1996 à 2022

(Euros)

États parties	2022 Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions mises en recouvrement				Paielements	Contributions non acquittées			
		Exercices budgétaires précédents (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^a (2021-2022)	Total ^a		Exercices budgétaires précédents ^b (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^c (2021-2022)	Total ^c
Afrique du Sud	0,3681	798 942	87 238	88 100	974 280	974 280	—	—	—	(0)
Albanie	0,0108	16 029	2 196	2 592	20 817	22 015	—	—	—	(1 198)
Algérie	0,1867	260 533	41 021	44 698	346 252	362 420	—	—	—	(16 168)
Allemagne	8,2413	19 324 640	1 712 280	1 972 548	23 009 468	23 009 467	—	—	—	(0)
Angola	0,0135	20 989	2 744	3 238	26 971	25 745	—	—	1 225	1 225
Antigua-et-Barbuda	0,0100	16 613	2 034	2 394	21 041	15 567	1 046	2 034	2 394	5 474
Arabie saoudite	1,5860	1 834 147	318 091	379 610	2 531 848	2 531 848	—	—	—	—
Argentine	1,2382	1 530 528	247 968	296 368	2 074 864	1 926 681	—	—	148 183	148 183
Arménie	0,0100	14 126	2 034	2 394	18 554	19 677	—	—	—	(1 123)
Australie	2,9907	4 293 951	623 900	715 818	5 633 669	5 949 174	—	—	—	(315 505)
Autriche	0,9161	1 995 222	191 683	219 280	2 406 185	2 406 185	—	—	—	(0)
Azerbaïdjan	0,0663	19 402	14 953	15 872	50 227	50 227	—	—	—	—
Bahamas	0,0244	36 245	4 393	5 830	46 468	46 467	—	—	—	—
Bahreïn	0,0677	75 340	12 901	16 194	104 435	104 405	—	—	30	30
Bangladesh	0,0135	20 079	2 744	3 238	26 061	27 557	—	—	—	(1 497)
Barbade	0,0100	19 925	2 034	2 394	24 353	24 352	—	—	—	(0)
Bélarus	0,0663	64 810	14 405	15 872	95 087	95 077	—	—	10	10
Belgique	1,1110	2 319 968	234 076	265 922	2 819 966	2 819 966	—	—	—	(0)
Belize	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	15 432	1 046	2 034	2 394	5 474
Bénin	0,0100	15 970	2 034	2 394	20 398	17 281	—	724	2 394	3 118
Bolivie (État plurinational de)	0,0217	20 166	3 844	5 182	29 192	24 483	—	—	4 709	4 709
Bosnie-Herzégovine	0,0162	25 029	3 430	3 886	32 345	32 345	—	—	—	—
Botswana	0,0189	32 560	3 842	4 534	40 936	43 176	—	—	—	(2 241)

États parties	2022 Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions mises en recouvrement				Paielements	Contributions non acquittées			
		Exercices budgétaires précédents (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^a (2021-2022)	Total ^a		Exercices budgétaires précédents ^b (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^c (2021-2022)	Total ^c
Brésil	3,9894	4 720 877	928 799	954 856	6 604 532	6 061 634	—	—	542 897	542 897
Brunéi Darussalam	0,0338	64 174	7 408	8 098	79 680	82 803	—	—	—	(3 123)
Bulgarie	0,0622	74 060	12 488	14 900	101 448	109 883	—	—	—	(8 435)
Burkina Faso	0,0100	13 096	2 034	2 394	17 524	15 754	—	—	1 770	1 770
Cabo Verde	0,0100	16 547	2 034	2 394	20 975	20 975	—	—	—	(0)
Cameroun	0,0176	24 295	3 157	4 210	31 662	18 349	5 945	3 157	4 210	13 312
Canada	3,6998	5 498 305	775 919	885 542	7 159 766	7 552 629	—	—	—	(392 863)
Chili	0,5508	551 364	110 604	131 828	793 796	793 796	—	—	—	—
Chine	16,2457	7 815 924	2 735 825	3 888 414	14 440 163	16 740 421	—	—	—	(2 300 258)
Chypre	0,0487	97 657	10 838	11 660	120 155	125 544	—	—	—	(5 389)
Comores	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	94	16 384	2 034	2 394	20 812
Congo	0,0100	10 245	2 034	2 394	14 673	5 288	4 957	2 034	2 394	9 385
Costa Rica	0,0839	72 751	14 963	20 082	107 796	101 436	—	—	6 361	6 361
Côte d'Ivoire	0,0176	22 847	3 021	4 210	30 078	24 433	—	1 434	4 210	5 644
Croatie	0,1042	172 271	24 143	24 940	221 354	221 353	—	—	—	—
Cuba	0,1083	125 546	19 903	25 912	171 361	171 360	—	—	—	(0)
Danemark	0,7497	1 241 076	156 147	179 440	1 576 663	1 576 663	—	—	—	—
Djibouti	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	4 281	12 197	2 034	2 394	16 625
Dominique	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	17 780	—	732	2 394	3 126
Égypte	0,2517	246 432	46 393	60 246	353 071	373 636	—	—	—	(20 566)
Équateur	0,1083	43 050	20 177	25 912	89 139	77 817	—	—	11 322	11 322
Espagne	2,9041	6 414 706	629 599	695 088	7 739 393	7 739 394	—	—	—	(0)
Estonie	0,0528	51 550	10 566	12 632	74 748	81 360	—	—	—	(6 613)
Eswatini	0,0100	6 314	2 034	2 394	10 742	4 411	1 903	2 034	2 394	6 331
État de Palestine	0,0108	3 957	2 118	2 592	8 667	7 774	—	—	893	893
Fédération de Russie	3,2546	4 184 337	753 502	778 978	5 716 817	5 993 378	—	—	—	(276 561)
Fidji	0,0100	16 886	2 034	2 394	21 314	20 410	—	—	904	904
Finlande	0,5697	1 250 449	120 330	136 362	1 507 141	1 569 545	—	—	—	(62 404)
France	5,9908	14 001 087	1 274 080	1 433 904	16 709 071	16 709 071	—	—	—	—

États parties	Contributions mises en recouvrement					Contributions non acquittées				
	2022 Barème des quotes-parts (pourcentage)	Exercices budgétaires précédents (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^a (2021-2022)	Total ^a	Paiements	Exercices budgétaires précédents ^b (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^c (2021-2022)	Total ^c
Gabon	0,0203	31 619	4 390	4 858	40 867	34 614	—	1 394	4 858	6 252
Gambie	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	458	16 020	2 034	2 394	20 448
Géorgie	0,0108	29 543	2 196	2 592	34 331	35 529	—	—	—	(1 198)
Ghana	0,0203	22 373	4 254	4 858	31 485	29 525	—	—	1 960	1 960
Grèce	0,4953	1 292 204	114 815	118 548	1 525 567	1 525 567	—	—	—	—
Grenade	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	22 059	—	—	—	(1 153)
Guatemala	0,0487	62 893	8 786	11 660	83 339	77 524	—	—	5 815	5 815
Guinée	0,0100	16 751	2 034	2 394	21 179	94	16 657	2 034	2 394	21 085
Guinée-Bissau	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	94	16 384	2 034	2 394	20 812
Guinée équatoriale	0,0217	17 856	3 570	5 182	26 608	11 758	6 098	3 570	5 182	14 850
Guyana	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	22 544	—	—	—	(1 639)
Haïti	0,0100	16 613	2 034	2 394	21 041	20 128	—	—	913	913
Honduras	0,0122	17 379	2 333	2 916	22 628	18 765	—	947	2 916	3 863
Hongrie	0,2788	418 923	50 377	66 724	536 024	570 268	—	—	—	(34 245)
Îles Cook ^d	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	20 908	—	—	—	(2)
Îles Marshall	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	15 892	585	2 034	2 394	5 013
Îles Salomon	0,0100	16 083	2 034	2 394	20 511	17 509	—	608	2 394	3 002
Inde	1,1286	1 165 458	215 612	270 132	1 651 202	1 808 571	—	—	—	(157 368)
Indonésie	0,7348	583 735	143 686	175 878	903 299	903 299	—	—	—	(0)
Iraq	0,1746	131 364	35 403	41 784	208 551	192 746	—	—	15 805	15 805
Irlande	0,5021	874 433	96 892	120 166	1 091 491	1 157 560	—	—	—	(66 069)
Islande	0,0379	76 826	7 000	9 070	92 896	98 327	—	—	—	(5 431)
Italie	4,4752	11 270 506	967 934	1 071 136	13 309 576	13 786 359	—	—	—	(476 783)
Jamaïque	0,0108	22 750	2 333	2 592	27 675	27 674	—	—	—	—
Japon	11,5892	33 018 822	2 503 056	2 773 876	38 295 754	38 295 754	—	—	—	(0)
Jordanie	0,0284	32 183	5 627	6 802	44 612	44 613	—	—	—	(0)
Kenya	0,0325	25 983	5 765	7 774	39 522	39 522	—	—	—	(0)
Kiribati	0,0100	14 126	2 034	2 394	18 554	18 513	—	—	41	41
Koweït	0,3410	496 201	73 676	81 622	651 499	651 877	—	—	—	(377)

États parties	2022 Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions mises en recouvrement				Paielements	Contributions non acquittées			
		Exercices budgétaires précédents (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^a (2021-2022)	Total ^a		Exercices budgétaires précédents ^b (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^c (2021-2022)	Total ^c
Lesotho	0,0100	11 312	2 034	2 394	15 740	—	11 312	2 034	2 394	15 740
Lettonie	0,0636	59 239	13 309	15 224	87 772	95 273	—	—	—	(7 501)
Liban	0,0636	70 574	12 762	15 224	98 560	78 855	—	4 481	15 224	19 705
Libéria	0,0100	10 032	2 034	2 394	14 460	11 780	—	286	2 394	2 680
Lituanie	0,0961	95 627	19 623	22 996	138 246	149 804	—	—	—	(11 558)
Luxembourg	0,0907	164 479	17 977	21 702	204 158	204 158	—	—	—	(0)
Macédoine du Nord	0,0100	17 180	2 034	2 394	21 608	13 315	3 865	2 034	2 394	8 293
Madagascar	0,0100	14 819	2 034	2 394	19 247	16 126	—	727	2 394	3 121
Malaisie	0,4615	548 084	90 985	110 450	749 519	801 650	—	—	—	(52 131)
Malawi	0,0100	8 300	2 034	2 394	12 728	—	8 300	2 034	2 394	12 728
Maldives	0,0100	15 176	2 034	2 394	19 604	19 604	—	—	—	(0)
Mali	0,0100	16 677	2 034	2 394	21 105	20 171	—	—	934	934
Malte	0,0230	36 227	4 529	5 506	46 262	49 116	—	—	—	(2 854)
Maroc	0,0744	81 685	14 958	17 814	114 457	114 457	—	—	—	—
Maurice	0,0149	26 115	3 156	3 562	32 833	32 833	—	—	—	—
Mauritanie	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	24 058	—	—	—	(3 152)
Mexique	1,7484	4 069 076	374 150	418 478	4 861 704	4 861 703	—	—	—	(1)
Micronésie (États fédérés de)	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	18 027	—	485	2 394	2 879
Monaco	0,0149	19 344	2 882	3 562	25 788	25 788	—	—	—	—
Mongolie	0,0100	16 613	2 034	2 394	21 041	22 240	—	—	—	(1 199)
Monténégro	0,0100	11 721	2 034	2 394	16 149	13 121	—	634	2 394	3 028
Mozambique	0,0100	16 280	2 034	2 394	20 708	20 709	—	—	—	(0)
Myanmar	0,0135	21 046	2 744	3 238	27 028	28 525	—	—	—	(1 497)
Namibie	0,0122	19 686	2 606	2 916	25 208	15 850	3 836	2 606	2 916	9 358
Nauru	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	20 906	—	—	—	—
Népal	0,0100	15 927	2 034	2 394	20 355	21 905	—	—	—	(1 549)
Nicaragua	0,0100	15 446	2 034	2 394	19 874	20 795	—	—	—	(921)
Niger	0,0100	5 535	2 034	2 394	9 963	0	5 535	2 034	2 394	9 963
Nigéria	0,3383	190 335	63 000	80 974	334 309	162 317	28 017	63 000	80 974	171 991

États parties	Contributions mises en recouvrement					Contributions non acquittées				
	2022 Barème des quotes-parts (pourcentage)	Exercices budgétaires précédents (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^a (2021-2022)	Total ^a	Paiements	Exercices budgétaires précédents ^b (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^c (2021-2022)	Total ^c
Nioué ^d	0,0100	11 721	2 034	2 394	16 149	13 031	—	724	2 394	3 118
Norvège	1,0203	1 780 488	219 931	244 220	2 244 639	2 244 639	—	—	—	(0)
Nouvelle-Zélande	0,3938	581 364	76 715	94 254	752 333	798 683	—	—	—	(46 350)
Oman	0,1556	186 224	31 287	37 248	254 759	254 758	—	—	—	—
Ouganda	0,0108	17 330	2 333	2 592	22 255	23 774	—	—	—	(1 519)
Pakistan	0,1556	164 512	28 551	37 248	230 311	211 348	—	—	18 964	18 964
Palaos	0,0100	16 371	2 034	2 394	20 799	20 125	—	—	675	675
Panama	0,0609	51 522	10 845	14 576	76 943	77 149	—	—	—	(206)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,0135	17 100	2 393	3 238	22 731	14 313	2 787	2 393	3 238	8 418
Paraguay	0,0217	25 787	4 118	5 182	35 087	43 045	—	—	—	(7 959)
Pays-Bas	1,8350	3 994 106	389 388	439 208	4 822 702	4 822 702	—	—	—	—
Philippines	0,2774	251 239	50 787	66 400	368 426	368 425	—	—	—	—
Pologne	1,0853	1 384 494	225 441	259 768	1 869 703	1 995 181	—	—	—	(125 478)
Portugal	0,4736	1 064 360	101 803	113 364	1 279 527	1 332 385	—	—	—	(52 859)
Qatar	0,3816	268 423	75 614	91 340	435 377	435 377	—	—	—	(0)
République de Corée	3,0678	4 356 131	590 964	734 280	5 681 375	5 681 377	—	—	—	(0)
République démocratique du Congo	0,0135	17 599	2 471	3 238	23 308	94	17 505	2 471	3 238	23 214
République démocratique populaire lao	0,0100	15 706	2 034	2 394	20 134	19 230	—	—	904	904
République de Moldova	0,0100	11 525	2 034	2 394	15 953	17 076	—	—	—	(1 123)
République dominicaine	0,0717	51 773	13 588	17 166	82 527	82 295	—	—	232	232
République-Unie de Tanzanie	0,0135	18 333	2 744	3 238	24 315	18 935	—	2 142	3 238	5 380
Roumanie	0,2679	296 471	52 424	64 132	413 027	460 321	—	—	—	(47 293)
Royaume-Uni	6,1803	13 090 579	1 239 153	1 479 250	15 808 982	15 808 982	—	—	—	(0)
Sainte-Lucie	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	22 038	—	—	—	(1 132)
Saint-Kitts-et-Nevis	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	13 911	2 567	2 034	2 394	6 995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	21 316	—	—	—	(410)
Samoa	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	22 080	—	—	—	(1 174)

États parties	2022 Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions mises en recouvrement				Paielements	Contributions non acquittées			
		Exercices budgétaires précédents (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^a (2021-2022)	Total ^a		Exercices budgétaires précédents ^b (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^c (2021-2022)	Total ^c
Sao Tomé-et-Principe	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	94	16 384	2 034	2 394	20 812
Sénégal	0,0100	17 160	2 034	2 394	21 588	18 404	—	790	2 394	3 184
Serbie	0,0379	75 622	8 232	9 070	92 924	92 924	—	—	—	(0)
Seychelles	0,0100	16 613	2 034	2 394	21 041	19 844	—	—	1 197	1 197
Sierra Leone	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	21 175	—	—	—	(269)
Singapour	0,6563	806 647	127 905	157 092	1 091 644	1 167 191	—	—	—	(75 546)
Slovaquie	0,2070	235 535	42 948	49 556	328 039	351 252	—	—	—	(23 213)
Slovénie	0,1028	205 308	21 953	24 616	251 877	263 719	—	—	—	(11 841)
Somalie	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	94	16 384	2 034	2 394	20 812
Soudan	0,0135	21 364	2 744	3 238	27 346	1 060	20 304	2 744	3 238	26 286
Sri Lanka	0,0595	45 162	10 296	14 252	69 710	62 584	—	—	7 126	7 126
Suède	1,2260	2 408 586	255 488	293 452	2 957 526	2 957 526	—	—	—	—
Suisse	1,5576	1 432 910	314 380	372 808	2 120 098	2 120 098	—	—	—	—
Suriname	0,0100	16 005	2 034	2 394	20 433	14 147	1 858	2 034	2 394	6 286
Tchad	0,0100	9 385	2 034	2 394	13 813	6 016	3 369	2 034	2 394	7 797
Tchéquie	0,4209	643 074	89 867	100 732	833 673	884 719	—	—	—	(51 047)
Thaïlande	0,4154	253 693	82 065	99 438	435 196	490 600	—	—	—	(55 404)
Timor-Leste	0,0100	6 061	2 034	2 394	10 489	10 481	—	—	8	8
Togo	0,0100	16 545	2 034	2 394	20 973	22 096	—	—	—	(1 123)
Tonga	0,0100	16 478	2 034	2 394	20 906	18 783	—	—	2 123	2 123
Trinité-et-Tobago	0,0541	71 987	10 157	12 956	95 100	100 745	—	—	—	(5 645)
Tunisie	0,0338	72 515	7 272	8 098	87 885	87 885	—	—	—	—
Tuvalu	0,0100	14 126	2 034	2 394	18 554	7 449	6 677	2 034	2 394	11 105
Ukraine	0,0771	183 468	21 938	18 462	223 868	223 868	—	—	—	(0)
Union européenne ^e	n.a.	1 544 274	185 000	220 000	1 949 274	1 949 274	—	—	—	—
Uruguay	0,1177	112 591	22 782	28 180	163 553	166 669	—	—	—	(3 116)
Vanuatu	0,0100	15 619	2 034	2 394	20 047	20 047	—	—	—	—
Viet Nam	0,1042	67 617	18 532	24 940	111 089	111 089	—	—	—	—
Yémen	0,0135	20 990	2 744	3 238	26 972	10 946	10 043	2 744	3 238	16 025

États parties	2022 Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions mises en recouvrement				Paielements	Contributions non acquittées			
		Exercices budgétaires précédents (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^a (2021-2022)	Total ^a		Exercices budgétaires précédents ^b (1996-2018)	Exercice budgétaire antérieur (2019-2020)	Exercice budgétaire en cours ^c (2021-2022)	Total ^c
Zambie	0,0122	16 677	2 255	2 916	21 848	94	16 583	2 255	2 916	21 754
Zimbabwe	0,0100	18 282	2 034	2 394	22 710	2 632	15 650	2 034	2 394	20 078
Total	100,00	171 093 188	20 521 200	24 155 000	215 769 441	219 102 336	290 200	143 763	986 423	1 420 386

Abréviation : n.a., non applicable.

^a Total en chiffres arrondis.

^b Au total, 10 États parties ne se sont pas entièrement acquittés de leurs contributions pour la période 1996-2004. Le total des arriérés pour cette période est de 34 041 euros.

Au total, 11 États parties ne se sont acquittés d'aucune contribution aux budgets du Tribunal.

^c Les chiffres entre parenthèses représentent les crédits reportés sur 2023 (total : 4 753 285 euros).

^d Non membre de l'ONU – montant calculé au taux plancher.

^e Contributions approuvées conformément au Règlement financier du Tribunal. Pour l'exercice budgétaire 2021-2022, voir [SPLOS/30/17](#).

Appendice III

Rapports sur la gestion des contributions versées au Tribunal international du droit de la mer

(Euros)

A. Fonds de la Nippon Foundation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

	2022
Produits	
Dotation de la Nippon Foundation	233 930
Intérêts créditeurs	–
Produits divers	853
Gains de change	21
Produits nets	234 804
Charges	
Participants (indemnité de subsistance, voyages et assurance)	141 715
Conférenciers (indemnité de subsistance et voyages)	39 607
Dépenses administratives générales	41 715
Taxes non récupérables	405
Pertes de change	–
Total charges	223 441
Excédent pour la période	11 363
Actifs	
Encaisse et dépôts à terme	98 256
Créances	1 134
Charges constatées d'avance	5 820
Total actifs	105 210
Passifs	
Dettes	4 604
Total passifs	4 604
Actif net/situation nette	
Excédent des périodes antérieures	114 674
Restitution de l'excédent	(25 431)
Excédent de la période financière 2022	11 363
Total actif net/situation nette	100 606
Total passifs et actif net/situation nette	105 210

B. Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

	2022
Produits	
Contributions	86 000
Intérêts créditeurs	—
Pertes de change	(2)
Produits nets	85 998
Charges	
Programme de stage	20 794
Ateliers	20 232
Frais bancaires	1 146
Taxes non récupérables	137
Total charges	42 309
Excédent pour la période	43 689
Actifs	
Encaisse et dépôts à terme	282 349
Créances	—
Total actifs	282 349
Passifs	
Dettes	29
Total passifs	29
Actif net/situation nette	
Excédent des périodes antérieures	238 631
Excédent de la période financière 2022	43 689
Total actif net/situation nette	282 320
Total passifs et actif net/situation nette	282 349

C. Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

	2022
Produits	
Contributions	197 844
Intérêts créditeurs	—
Gains et pertes de change	32
Produits divers	588
Produits nets	198 464
Charges	
Billets et indemnité journalière (juges)	21 267
Billets et indemnité journalière (conférenciers)	13 346
Billets et indemnité journalière (participants)	151 573
Logement	23 233
Assistance temporaire	11 529
Dépenses de représentation	20 688
Frais bancaires	1 811
Taxes non récupérables	65
Frais administratifs	1 752
Renforcement des capacités (Académie d'été de l'IFLOS et programme de stage du TIDM)	40 000
Total charges	285 264
Excédent pour la période	-86 800
Actifs	
Encaisse et dépôts actifs	222 232
Créances fiscales	5 279
Total actifs	227 511
Passifs	
Dettes	242
Total passifs	242
Actif net/situation nette	
Excédent des périodes antérieures	314 068
Déficit pour la période financière 2022	-86 800
Total actif net/situation nette	227 268
Total passifs et actif net/situation nette	227 510

Abréviations : IFLOS = Fondation internationale du droit de la mer ; TIDM = Tribunal international du droit de la mer.

Appendice IV

Procédures de vérification des comptes et résultats de la vérification élargie

Dans le cadre de notre mission, en sus de la vérification des états financiers pour la période financière du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, nous avons vérifié, à propos des procédures opérationnelles du Tribunal international du droit de la mer (Hambourg), si :

- a) Les dépenses engagées durant la présente période financière l'avaient été en conformité avec les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) ;
- b) Les dépenses engagées avaient été dûment autorisées par la partie désignée à cet effet dans le Règlement du Tribunal ou dans le Règlement financier et les règles de gestion financière du Tribunal ;
- c) Les fonctionnaires et les personnes rémunérées par le Tribunal avaient été recrutés ou engagés dans le respect des procédures prévues dans le Règlement du Tribunal ou les Statut et Règlement du personnel du Tribunal ;
- d) Les biens et services avaient été acquis dans le respect des procédures prévues dans le Règlement financier et les règles de gestion financière du Tribunal et dans les normes IPSAS ;
- e) Les biens et services acquis l'avaient été dans les limites du budget approuvé, avaient été correctement consignés et étaient non excessifs au regard de la situation du Tribunal et de ses fonctions ;
- f) Les contributions versées au Tribunal par la Nippon Foundation, par le Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer et par le Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée, qui sont déposées sur des comptes de fiducie distincts, étaient gérées conformément aux mandats et mémorandums d'accord pertinents.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers, nous nous sommes en outre acquittés des tâches exposées ci-dessous.

1. Approbation des dépenses

Conformément aux instructions reçues, nous avons vérifié que les dépenses engagées pendant la période financière 2022 étaient conformes aux crédits approuvés par la Réunion des États parties.

Sur le budget approuvé pour la période financière 2022, d'un montant total de 12 077 500 euros, 10 749 904 euros ont été dépensés aux rubriques du budget approuvé, ce qui représente des économies de 1 327 596 euros (voir appendice I). Les crédits ouverts au budget n'ont pas été intégralement dépensés et aucun dépassement des crédits inscrits auxdites rubriques n'a été constaté. Nous renvoyons également aux explications données dans les notes relatives aux états financiers et dans le rapport financier contenus à l'appendice I.

2. Autorisation des dépenses

Nous avons vérifié les procédures d'autorisation des dépenses qui sont définies dans le Règlement financier et dans les règles de gestion financière du Tribunal et procédé à une vérification par sondage de la mesure dans laquelle ces procédures ont été rigoureusement suivies par le Tribunal dans tous leurs aspects significatifs.

Ces vérifications n'ont pas abouti à la constatation d'anomalies sérieuses. Notre opinion est que les procédures d'autorisation des dépenses ont été appliquées conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière du Tribunal.

3. Procédures de recrutement/d'engagement de personnel

Au cours de la période financière 2022, le Tribunal a recruté deux nouveaux fonctionnaires. Nous avons procédé à une vérification par sondage de la mesure dans laquelle les procédures de recrutement et d'engagement de ces nouveaux fonctionnaires étaient conformes au Règlement du Tribunal et aux Statut et Règlement du personnel du Tribunal.

Ces vérifications n'ont pas abouti à la constatation d'anomalies. Le Tribunal a suivi les procédures de recrutement et d'engagement dans le respect du Règlement du Tribunal et des Statut et Règlement du personnel du Tribunal.

4. Procédures d'achat de biens et de services

Nous avons vérifié que les procédures d'achat du Tribunal étaient conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière du Tribunal (en ce qui concerne par exemple les appels d'offres ou de soumissions, l'examen objectif des soumissions, les contrats écrits, etc.) et avons procédé à une vérification par sondage de la mesure dans laquelle lesdites procédures avaient été suivies par le Tribunal dans tous leurs aspects significatifs.

Ces vérifications n'ont pas abouti à la constatation d'anomalies. Notre opinion est que les procédures d'achat de biens et services ont été suivies dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière du Tribunal.

5. Vérification de la mesure dans laquelle les biens et services acquis l'ont été dans les limites du budget approuvé, ont été correctement consignés et n'étaient pas excessifs au regard de la situation du Tribunal et de ses fonctions

Nous avons mené des vérifications pour déterminer si : a) les dépenses signalées pour la période financière avaient été correctement comptabilisées dans l'état des recettes et des dépenses, et imputées sur la bonne rubrique budgétaire, et b) les biens et services acquis étaient nécessaires et non excessifs au regard des circonstances et des fonctions du Tribunal.

Notre opinion est que les dépenses signalées pour la période ont été correctement comptabilisées dans l'état des recettes et des dépenses, et imputées sur la bonne rubrique budgétaire. Le dépassement des crédits constaté pour la période financière a pu être raisonnablement expliqué et contrebalancé au moyen d'économies réalisées à d'autres rubriques. Le matériel acheté durant la période financière 2021 a été dûment répertorié dans l'inventaire et utilisé en conformité avec les circonstances et les fonctions du Tribunal.

6. Vérification concernant le Fonds de la Nippon Foundation, le Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer et le Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée

Fonds de la Nippon Foundation

Nous avons vérifié si les dotations accordées au Tribunal par la Nippon Foundation, qui sont déposées dans des comptes de fiducie distincts, étaient gérées dans le respect des accords pertinents (Nippon Foundation Grant Agreements).

En vertu de ces accords, la Nippon Foundation a versé des contributions d'un montant de 234 804 euros en 2022 au programme Nippon Foundation-TIDM de

formation et de renforcement des capacités en matière de règlement des différends relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Cette dotation a pour objet de couvrir les frais de participation au programme de stagiaires originaires de pays en développement. La dotation du Fonds de la Nippon Foundation a été placée sur un compte bancaire spécial.

Durant la période financière 2022, 233 441 euros ont été prélevés sur ce fonds pour financer les activités du programme. Au cours de cette période, des participants originaires de plusieurs pays en développement ont participé au programme.

Au 31 décembre 2022, le compte bancaire spécial du Fonds de la Nippon Foundation affichait un solde de 98 256 euros.

Nous renvoyons aussi au rapport de gestion du Fonds de la Nippon Foundation figurant à l'appendice III.

Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer

Des contributions d'un montant total de 86 000 euros ont été versées à ce fonds, comme indiqué dans le rapport financier qui figure à l'appendice I. Un compte bancaire spécial a été ouvert pour ce fonds.

Durant la période financière 2022, un montant de 20 794 euros pour financer le programme de stage et un montant de 23 232 euros pour les ateliers du Tribunal ont été prélevés.

Au 31 décembre 2022, le compte bancaire spécial affichait un solde de 282 349 euros.

Nous renvoyons aussi au rapport de gestion du Fonds d'affectation spéciale figurant à l'appendice III.

Fonds d'affectation spéciale de la République de Corée

Ce fonds a été créé en 2020 et des contributions d'un montant total de 198 464 euros y ont été versées, comme il est expliqué dans le rapport financier figurant à l'appendice I. Un compte bancaire spécial a été ouvert pour ce fonds.

Au cours de la période financière 2022, un montant de 186 186 euros pour les billets et indemnités de subsistance des juges, conférenciers, et participants, et un montant de 40 000 euros pour les dépenses de voyage liées à l'Académie d'été et au programme de stage du Tribunal ont été prélevés.

Au 31 décembre 2022, le compte bancaire spécial affichait un solde de 222 232 euros.

Nous renvoyons aussi au rapport de gestion du Fonds d'affectation spéciale figurant à l'appendice III.
